



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 22 AVRIL 2020
GEMEENTERAAD VAN 22 APRIL 2020

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Catherine Moureaux, *Présidente du Conseil/Voorzitster van de Raad* ;
Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Ann Gilles-Goris, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Danielle Evraud, Michaël Vossaert, Yassine Akki, Mohamed Amine Akrouh, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Séance virtuelle par échange de courriels, conformément à l'Arrêté du 6 avril 2020 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n°2020/003 relatif au fonctionnement des organes communaux dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19. Virtuele zitting per uitwisseling van e-mails, overeenkomstig het bijzonderemachtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/003 van 6 april 2020 betreffende de werking van de gemeentelijke organen in het kader van de gezondheids crisis COVID-19.

Du lundi 20 avril, 9h00, au mardi 21 avril 2020, 9h00, tous les conseillers communaux ont pu poser leurs questions par email sur les points de l'ordre du jour. Les réponses du Collège ont été transmises à tous les conseillers par courriel, le mercredi 22 avril 2020 à 15h55. Van maandag 20 april, 9.00, uur tot dinsdag 21 april 2020, 9.00 uur, konden alle gemeenteraadsleden per e-mail hun vragen stellen met betrekking tot de agendapunten. De antwoorden van het College werden op woensdag 22 april 2020 om 15.55 uur per e-mail naar alle raadsleden gestuurd.

Mercredi 22 avril 2020 à 19h, tous les conseillers communaux ont reçu un formulaire en ligne reprenant tous les points du conseil. Les votes ont été ouverts de 19h00 à 20h00. À la fin de vos votes, les conseillers ont dû valider l'ensemble de leurs votes et ont reçu en retour un courriel de confirmation. Après la fin du vote, le Secrétaire communal a appelé tous les conseillers communaux ayant pris part au vote, par voie téléphonique, afin de vérifier l'authenticité des courriels échangés. La participation au vote entre 19h00 et 20h00 est le critère d'octroi du jeton de présence.

Op woensdag 22 april 2020 om 19.00 uur hebben alle gemeenteraadsleden een online formulier ontvangen met alle punten van de raad. De stemming was geopend van 19.00 tot

20.00 uur. Op het einde van de stemming moesten de raadsleden al hun stemmen valideren en hebben ze een bevestigingsmail ontvangen. Na afloop van de stemming heeft de gemeentesecretaris alle gemeenteraadsleden die aan de stemming hebben deelgenomen, telefonisch gecontacteerd om de echtheid van de uitgewisselde e-mails te verifiëren. Deelname aan de stemming tussen 19.00 en 20.00 uur is het criterium voor de toekenning van de zitpenning.

Ouverture de la séance à 19:00
Opening van de zitting om 19:00

Ajout d'un point à l'ordre du jour - Toevoeging van een punt aan de dagorde

Affaires juridiques - Confirmation l'ordonnance de police de la Bourgmestre portant mise en oeuvre de l'article 1er de l'arrêté royal du 6 avril 2020 portant sur la lutte contre le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du Coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales.
Juridische zaken - Bevestiging politieverordening van de burgemeester tot uitvoering van artikel 1 van het Koninklijk Besluit van 6 april 2020 houdende de strijd tegen de niet-naleving van de maatregelen tegen de verspreiding van COVID-19 door het invoeren van Gemeentelijke Administratieve Sancties.

Le conseil accepte par 35 oui (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Ann Gilles-Goris, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu) et 6 abstentions (Dirk De Block, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Joke Vandenbempt)
De raad aanvaardt met 35 ja (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Ann Gilles-Goris, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu) en 6 onthoudingen (Dirk De Block, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Joke Vandenbempt).

Question posée par Monsieur De Block - Vraag gesteld door Mijnheer De Block

Combien de membres de personnel ont été malade (taux d'absentéisme)? Combien ont eu confirmation de covid?

Réponse - Antwoord

Monsieur De Block,

Il est très difficile de donner une réponse exacte à votre question. Les médecins ne font presque plus de visites. Les consultations se font souvent par téléphone et il est souvent noté sur les certificats : « suspicion Covid-19 ».

22.04.2020/A/0001

Affaires juridiques - Confirmation l'Ordonnance de Police de la Bourgmestre concernant les séances du conseil communal pendant la crise sanitaire.

Question posée par Monsieur Eylenbosch - Vraag gesteld door Mijnheer Eylenbosch

Bonjour Madame la Présidente.

La procédure mise en place fait abstraction des avantages d'une réunion physique en ce qui concerne l'écoute et les remarques formulées par les intervenants lors de la présentation de chaque point de l'ordre du jour.

En conséquence, pourriez-vous prévoir que toutes les questions ou commentaires transmis par écrit suivant la procédure en place fasse l'objet d'un transfert immédiat vers tous les conseillers afin de permettre un suivi optimal et une réaction éventuelle.

Je crois qu'il faut aussi demander aux conseillers de faire un courriel par point pour lequel ils souhaitent intervenir afin de faciliter le traitement des questions.

En vous remerciant,
Michel Eylenbosch

Réponse - Antwoord

Monsieur Eylenbosch,

Vous le savez comme moi, nous vivons actuellement une crise sanitaire, sociale et économique sans précédent dans l'histoire de notre pays. Cette période exceptionnelle a nécessité, et nécessite toujours, des mesures exceptionnelles prises, dans un premier temps, au niveau fédéral et mises en application par tous les niveaux de pouvoir de notre pays. Notre commune de Molenbeek St-Jean n'échappe évidemment pas à l'Etat de droit dans lequel nous vivons.

Les décisions, principalement de confinement et de distanciation sociale, prises par le gouvernement fédéral pour empêcher la propagation du COVID19 entraînent inévitablement des dispositions exceptionnelles à prendre au niveau communautaire, régional ou encore local, afin d'assurer la continuité du service public.

Cette continuité du service public ne peut évidemment pas se faire sans la poursuite du fonctionnement de nos organes décisionnels démocratiques. La question s'est posée à tous les étages de notre pays.

Vu le contexte de crise sanitaire précité, j'ai donc décidé ce 14 Avril 2020 de prendre une ordonnance de Police afin d'organiser des séances virtuelles et à huis-clos du conseil communal pendant la crise sanitaire dans la lignée de l'arrêté du gouvernement bruxellois qui prévoit un conseil communal virtuel par échange de courriels.

Soyez rassuré, toutes les réponses ainsi que les questions seront envoyées à tous les conseillers communaux afin que tout le monde puisse en prendre connaissance.

Question posée par Monsieur Majoros - Vraag gesteld door Mijnheer Majoros

A l'article 1 paragraphe 2, qu'entendez-vous par "virtuelle" ?

S'agit-il de séance organisée en visio-conférences comme dans plusieurs autres communes bruxelloises de tailles comparables ?

Des modalités de prises de paroles, éventuellement limitées, sachant par ailleurs que la technologie permet de n'allumer les micros que des personnes ayant reçu la parole, sont-elles prévues ?

Dans notre commune où les expressions et récriminations sont parfois vives (manifestations, interpellations citoyennes au Conseil), la démocratie passe par une publicité des débats, de telle manière que les citoyen.ne.s représenté.e.s ne se sentent pas légitimes dans des expressions publiques inacceptables mettant en danger la sécurité et la santé publique (émeutes, vandalisme, injures publiques...), ne jugez-vous pas la diffusion du conseil communal en vidéo et en direct indispensable ?

Pouvez-vous nous confirmer que des outils technologiques sont immédiatement disponibles pour ce faire, à des coûts extrêmement réduits ?

A l'article 3, le compte-rendu sera-t-il exhaustif, en reprenant les questions et réponses de l'ensemble des intervenant.e.s ? Sera-t-il publié sur le site internet de la Commune ?

Karim Majoros

Réponse - Antwoord

Monsieur Majoros,

L'ordonnance de police se base sur l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale qui prévoit la tenue des séances du conseil communal de façon virtuelle pendant la période de crise. La séance est virtuelle car

elle se déroule par échange d'emails. Nous avons repris la manière de fonctionner de la commune de Jette, comme j'avais déjà eu l'occasion de vous l'expliquer. Les conseillers communaux reçoivent l'ordre du jour et les projets de délibérations avant la séance. Ayant pris connaissance de ces documents, ils peuvent poser des questions par email. Le collège répond aux questions, également par emails. L'ensemble des questions et des réponses sont envoyées à tous les conseillers communaux par email avant la tenue de la séance. Le procès-verbal de la séance, reprendra les questions des conseillers, les réponses du collège, les textes des délibérations et les votes. Ce PV sera publié sur le site internet communal. Ci-joint l'extrait de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à vos questions :

« Lorsque la réunion du conseil ou du collège se tient de manière virtuelle, sur base d'un échange de courriels, le secrétaire communal est chargé de vérifier, par voie téléphonique, l'authenticité des courriels échangés. Il indique dans le procès-verbal de la réunion avoir procédé à cette vérification. Une telle vérification ne doit pas être accomplie lorsque la réunion se tient par le biais d'une vidéoconférence.

Les décisions adoptées à l'issue d'une réunion virtuelle du conseil ou du collège sont actées dans un procès-verbal, dûment signé par le Secrétaire communal. Le procès-verbal mentionne le canal par lequel la réunion virtuelle a eu lieu. Les votes de chacun des membres sont mentionnés dans le procès-verbal, sauf lorsque la décision a été obtenue par consensus. »

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 93 et les articles 134§1er et 135,§2;

Vu les arrêtés ministériels portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du Coronavirus COVID-19;

Vu la circulaire ministérielle – COVID 19 – Mesures organisationnelles dans le cadre de la crise sanitaire fonctionnement des instances de décision;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/03 relatif au fonctionnement des organes communaux dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 ;

Vu la nécessité d'assurer la continuité du service public tout en tenant compte des mesures édictées par le conseil national de sécurité en vue d'éviter la propagation du Covid-19, notamment en se conformant aux interdictions de rassemblement ;

Considérant que, vu le contexte de crise sanitaire précité, il convient de tenir les séances du conseil communal à huis clos et de les tenir de manière virtuelle;

Vu l'Ordonnance de Police de la Bourgmestre prise en date du 14 avril 2020 à cet effet et qu'il y a lieu de la confirmer ;

DECIDE:

Article unique :

De confirmer l'ordonnance de Police de la Bourgmestre du 14 avril 2020 concernant les séances virtuelles et à huis-clos du conseil communal pendant la crise sanitaire.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 31 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 10 abstentions (Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Ann Gilles-Goris, Hassan Ouassari, Dirk De Block, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Joke Vandenbempt).

Juridische Zaken - Bevestiging van de politieverordening van de burgemeester betreffende de zittingen van de gemeenteraad tijdens de gezondheidscrisis.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, met name artikel 93 en de artikelen 134, §1 en 135, §2;

Gelet op het ministerieel besluiten inzake noodmaatregelen om de verspreiding van het Coronavirus COVID-19 te beperken;

Gelet op de ministeriële omzendbrief - COVID-19 - Organisatorische maatregelen in het kader van de gezondheidscrisis - werking van de besluitvormende organen;

Gelet op het Bijzonderemachtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/03 betreffende de werking van de gemeentelijke organen in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19;

Gelet op de noodzaak om de continuïteit van de openbare dienst te waarborgen;

Overwegende de context van de genoemde gezondheidscrisis is het echter passend om de zittingen van de gemeenteraad achter gesloten deuren te houden en op een virtuele manier te houden;

Gelet op de politieverordening van de burgemeester genomen op 14 april 2020 op dit vlak en dat het nodig is deze te bevestigen;

BESLIST :

Enig artikel :

De politieverordening van de burgemeester genomen op 14 april 2020 betreffende de virtuele zittingen en besloten zittingen van de gemeenteraad tijdens de gezondheidscrisis wordt bevestigd.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 31 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 10 onthoudingen (Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Ann Gilles-Goris, Hassan Ouassari, Dirk De Block, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Joke Vandenbempt).

22.04.2020/A/0002

Affaires juridiques - Ratification de la convention d'occupation temporaire de l'ancienne Maison de repos Sequoia située avenue Jean Dubrucq 63 par le collectif « Belgium Kitchen » pour l'hébergement de 35 sans-abris pendant la période de crise du COVID-19.

Question posée par Monsieur Eylenbosch - Vraag gesteld door Mijnheer Eylenbosch

Bonjour Madame la Présidente,

La crise du COVID 19 va mettre le budget de toutes les communes et régions en situation difficile.

Molenbeek ne sera pas épargnée.

Les modifications budgétaire 2020 seront importante et plusieurs projet que vous avez portez devant le conseil communal lors de la présentation de ce budget.

Il est normal que nous fassions le nécessaire afin de réagir contre cette crise au profit des Molenbeekois en difficulté sociale et/ou sanitaire.

Mais la décision prévue par votre arrêté ne concerne pas que Molenbeek et je suis interpellé par votre retrait du POINT 3 de l'ordre du jour qui prévoyait une prise en charge par la COCOM des frais.

Dans ces circonstances, pouvez-vous nous préciser qui devra assumer le coût de cette opération et le budget qui y sera alloué?

Quel projet Molenbeekois sera spolié de son budget?

En vous remerciant,

Michel Eylenbosch

Réponse - Antwoord

Monsieur Eylenbosch,

Je vous remercie pour votre question et celle-ci a retenu ma meilleure attention.

Effectivement, nous avons retiré le point car nous étions encore en négociation en vue d'un accord définitif avec la COCOM pour une subvention couvrant les frais de l'occupation et de la gestion du bâtiment de l'avenue Jean Dubrucq, 63.

La COCOM s'est engagée pour une subvention de 15.000 €. Ce montant couvrira les frais de l'occupation. Dès que nous aurons réceptionné l'arrêté de subvention de l'administration régionale, j'inscrirai ce point pour notre prochain conseil communal.

Je tiens à vous rassurer sur mon attention permanente quant aux aspects budgétaires et financiers pour notre commune de tous les actes posés.

Question posée par Monsieur Vancauwenberge - Vraag gesteld door Mijnheer Vancauwenberge

S'agit-il d'un bâtiment abandonné ou vide au moment du début de l'occupation? Depuis combien de temps? Le propriétaire était-il soumis à la taxe sur immeubles inoccupés?

Est-ce que la commune intervient au niveau de la livraison de désinfectants aux occupants? Y a-t-il eu des demandes à ce niveau? La commune intervient-elle pour des colis alimentaires?

Luc Vancauwenberge

Réponse - Antwoord

Mr Vancauwenberge,

Le bâtiment est situé au 63, de l'Avenue Jean Dubrucq. Il s'agit d'un ancien home. D'après mes informations, ce lieu ne fait plus office de home depuis le 31 décembre 2019.

Depuis lors, la propriétaire tente d'en faire un lieu d'accueil pour des personnes porteuses de difficultés d'ordre psychiatrique.

Dans l'intervalle, l'asbl Belgium Kitchen a occupé les lieux pour en faire un lieu d'accueil d'urgence pour des personnes sans-abris.

Dès que j'ai été informée de la situation j'ai fait les démarches suivantes :

1. j'ai demandé à mes services de faire un rapport sur l'état du bâti et sa capacité à accueillir un groupe avec des normes de sécurité acceptables, en ce qui concerne la sécurité de base d'une part et la sécurité en terme de non propagation du virus d'autre part, et à MSF de voir la capacité de ce lieu de pouvoir accueillir un groupe de sans-abris dans le contexte du COVID 19.

Ces 2 rapports me sont revenus favorables.

J'ai alors pris l'initiative de prendre contact avec Mr Maron, Ministre de la Santé à Bruxelles pour plaider afin que ce lieu soit reconnu dans le dispositif régional comme lieu d'accueil d'urgence temporaire.

J'ai reçu un retour favorable du Ministre. Sur cette base, nous avons entamé des négociations avec la propriétaire. Celles-ci ont abouti à un accord qui a fait l'objet d'une convention. Concrètement, l'asbl molenbeekoise Belgium Kitchen, assurera la coordination de l'occupation. Ce dispositif permettra d'accueillir 35 personnes pendant la période de confinement. Une convention a été signée avec la propriétaire pour une occupation jusqu'au 30 juin. Le financement, à hauteur de 15.000 €, de ce dispositif est assuré, suite à mon intervention, par la COCOM dans le cadre du dispositif COVID 19. Cela n'aura aucun impact sur les finances communales.

Pour répondre plus précisément à vos questions, la propriétaire n'était pas dans une situation d'inoccupation mais de phase transitoire entre la fin d'un projet de home et celui d'un espace d'accueil pour personnes porteuses de problèmes psychiatriques.

Les occupants bénéficieront de repas quotidien via Belgium Kitchen qui est, justement, spécialisé dans ce type d'aide. Le financement de la COCOM permettra de faire face aux dépenses de produits désinfectants, déjà avancés par la commune à ce stade.

Question posée par Monsieur Majoros - Vraag gesteld door Mijnheer Majoros

Plusieurs citoyens nous ayant alertés sur ce qu'ils jugeaient être une pression policière sur les personnes particulièrement précaires, nous nous réjouissons de cette convention, basée sur un modèle développé pendant la précédente mandature.

Il y a quelques semaines, au début de la crise, j'avais suggéré que l'Hôtel Belvue, propriété communale, vidée de ses occupants (touristes, personnel d'affaires...) face l'objet d'une convention permettant le relogement des personnes sans-abris dormant régulièrement le long du quai du charbonnage ou dans les environs de la Porte de Ninove. Avez-vous pris des contact en ce sens ? Si oui, avec quelle réponse ? Sinon, pourquoi ? Confirmez-vous que la Cocom peut prendre en charge les frais ?

Karim Majoros

Réponse - Antwoord

Monsieur Majoros,

Effectivement, la piste d'une possibilité d'une occupation de l'Hôtel Belvue a été étudiée pour mettre à l'abri des personnes en situation de fragilité. Cette option est une option de réserve à l'heure actuelle, et non une option de premier choix. Autrement dit il est possible que cette option soit activée durant la crise pour faire face à une situation particulière le cas échéant.

Concernant l'occupation de l'Avenue Jean Dubrucq. Il s'agit d'un ancien home. Nous avons mis en place un dispositif en bonne entente avec l'asbl Belgium Kitchen. Ce dispositif permettra d'accueillir 35 personnes pendant la période de confinement. Une convention a été signée avec la propriétaire pour occupation jusqu'au 30 juin. Le financement de ce dispositif se fera avec l'aide de la COCOM dans le cadre du dispositif COVID 19. Enfin, le SAMU social continue à faire ses maraudes sur notre territoire. Si la présence d'une personne isolée et sans abri sur notre territoire était constatée, cette personne serait envoyée vers le 63, avenue Jean Dubrucq, vers l'Auberge de Jeunesse ou prise en charge par le CPAS et ses structures d'accueil.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la crise sanitaire frappant actuellement le pays en raison de la propagation du virus COVID 19;

Vu l'urgence à intervenir en vue d'endiguer le développement de la pandémie et notamment en prenant toutes les mesures nécessaires à cette fin au nom du maintien de la sécurité publique;

Considérant que le 8 avril 2020, une trentaine de personnes (pour la plupart des sans-abris ou des personnes se trouvant sur le territoire belge de manière irrégulière) ont investi un immeuble vide situé à 1080 Bruxelles, avenue Jean Dubrucq, 63;

Considérant que dès qu'il a eu connaissance de cette circonstance, la CVBA NICLAU (propriétaire du bâtiment) a porté plainte auprès des autorités de police et a souhaité entamer les procédures judiciaires adéquates afin d'obtenir l'expulsion de tous les occupants;

Considérant que pour assurer la protection de la sécurité publique qui aurait été compromise par cette expulsion forcée des occupants et des risques de l'aggravation de la pandémie due au COVID 19, la commune est intervenue auprès du propriétaire de l'immeuble pour trouver une solution temporaire satisfaisant pour toutes les parties;

Considérant que les négociations entamées - sous l'égide de la commune qui a joué le rôle d'intermédiaire et de médiateur - ont permis d'aboutir sous le bénéfice de l'urgence à la conclusion d'une convention d'occupation précaire entre d'une part le propriétaire du bâtiment et l'ASBL Belgian Kitchen (qui assurera l'encadrement social, alimentaire et médical des occupants) pour permettre l'occupation de 35 personnes au sein du bâtiment sis à 1080 Bruxelles, avenue Jean Dubrucq, 63 et ce, à concurrence d'une indemnité d'occupation mensuelle de l'ordre de 3.000,00 €, prise en charge par la commune ;

Considérant que parallèlement aux négociations entamées avec le propriétaire du bâtiment, la commune a également pris contact avec les autorités compétentes (à savoir la Commission Communautaire Commune) pour obtenir une subvention couvrant les indemnités d'occupation précaire à régler au propriétaire de l'immeuble en

question durant toute la durée de l'occupation des lieux;

Que ce faisant, la Commune a pu ainsi garantir la sécurité publique sur son territoire en permettant l'hébergement de personnes fragilisées et précarisées et ce, sans devoir déboursier le moindre cent sur ses fonds propres;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé en urgence en date du 16 avril 2020 les termes de la convention d'occupation précaire ci-annexée;

Considérant qu'il y a lieu de ratifier la délibération du collège échevinal approuvant la convention intervenue;

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins du 16 avril 2020;

DECIDE :

Article unique :

De ratifier la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 avril 2020 approuvant les termes du contrat d'occupation précaire portant sur l'immeuble sis à 1080 Bruxelles, avenue Jean Dubrucq, 63 et annexé à la présente délibération.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19, B4, B6."

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 38 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 3 abstentions (Ann Gilles-Goris, Michel Eylenbosch, Laurent Mutambayi).

Juridische zaken - Bekräftiging van de tijdelijke bezettingsovereenkomst van het voormalige Sequoia rusthuis gelegen op de Jean Dubrucqlaan 63 door het collectief "Belgium Kitchen" voor de opvang van 35 daklozen tijdens de crisisperiode van COVID-19.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de gezondheids crisis die het land momenteel teistert als gevolg van de verspreiding van COVID 19;

Gelet op de hoogdringendheid om in te grijpen om de ontwikkeling van de pandemie tegen te gaan en met name door alle nodige maatregelen te nemen in naam van de handhaving van de openbare veiligheid;

Overwegende dat op 8 april 2020 een dertigtal personen (voornamelijk daklozen of personen die zich op een illegale manier op het Belgisch grondgebied bevinden) hun intrek hebben genomen in een leegstaand gebouw gelegen in 1080 Brussel, Jean Dubrucqlaan, 63;

Overwegende het feit dat de CVBA NICLAU (eigenaar van het gebouw), zodra zij van deze omstandigheid op de hoogte was, een klacht heeft ingediend bij de politiediensten en de nodige gerechtelijke stappen heeft willen ondernemen om de uitzetting van alle bezetters te bekomen;

Overwegende dat voor de bescherming van de openbare veiligheid, die in gevaar zou zijn gekomen door deze gedwongen uitzetting van de bezetters, en de risico's van verergering van de pandemie COVID 19, de gemeente is tussengekomen in dit dossier en heeft getracht met de eigenaar van het gebouw een tijdelijke oplossing te vinden waar alle partijen zich in kunnen vinden;

Overwegende het feit dat de gevoerde onderhandelingen - onder toezicht van de gemeente, die als tussenpersoon en bemiddelaar heeft opgetreden - hebben geleid tot het afsluiten van een preciaire bezettingsovereenkomst tussen de eigenaar van het gebouw en de VZW Belgian Kitchen (die voor de sociale begeleiding, voedsel en het

medische zal zorgen), om de bezetting van 35 personen in het gebouw in de Jean Dubrucq laan, 63, 1080 Brussel, mogelijk te maken en dit tegen een maandelijkse bezettingsvergoeding in de orde van 3.000,00 EUR, te betalen door de gemeente;

Overwegende dat de gemeente, parallel met de onderhandelingen met de eigenaar van het gebouw, ook contact heeft opgenomen met de bevoegde autoriteiten (namelijk de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie) om een subsidie te verkrijgen. Deze subsidie zal dienen voor de kosten van de preciaire bezetting die aan de eigenaar van het gebouw moet worden betaald voor de duur van de bezetting van het gebouw;

Overwegende dat op die manier de gemeente de openbare veiligheid op haar grondgebied heeft kunnen garanderen door de opvang van kwetsbaren en personen in onzekere toestand toe te staan zonder dat deze ook maar één cent uit eigen middelen hoeven te betalen;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen op 16 april 2020 met hoogdringendheid de voorwaarden van de preciaire bezettingsovereenkomst, bijgevoegd bij deze beslissing, heeft goedgekeurd;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen tot goedkeuring van de overeenkomst te bekrachtigen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2020;

BESLIST :

Enig artikel :

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2020 tot goedkeuring van de voorwaarden van de preciaire bezettingsovereenkomst betreffende het gebouw gelegen te 1080 Brussel - Jean Dubrucq laan 63, in bijlage toegevoegd, te bekrachtigen.

Afschrift van deze beslissing wordt toegezonden aan: B19, B4, B6.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 38 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandembempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 3 onthoudingen (Ann Gilles-Goris, Michel Eylenbosch, Laurent Mutambayi).

22.04.2020/A/0003

Affaires juridiques - Approbation de la convention de prise en charge des indemnités d'occupation par la COCOM dans le cadre de l'occupation temporaire de l'ancienne Maison de repos Sequoia située avenue Jean Dubrucq 63 par le collectif « Belgium Kitchen » pour l'hébergement de 35 sans-abris pendant la période de crise du COVID-19.

Ce point est retiré de l'ordre du jour.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Juridische zaken - Goedkeuring van de overeenkomst voor de overname van de bezettingstoelagen door de COCOM in het kader van de tijdelijke bezettingsovereenkomst van het voormalige Sequoia rusthuis gelegen op de Jean Dubrucq laan 63 door het collectief "Belgium Kitchen" voor de opvang van 35 daklozen tijdens de crisisperiode van COVID-19.

Dit punt wordt van de zitting ingetrokken.
Het punt wordt van de dagorde gehaald.

22.04.2020/A/0004

Secrétariat communal - Molenbeek Formation asbl - Démission d'un représentant de la Commune à l'Assemblée Générale - Législature 2018-2024 - Leonidas PAPADIZ.

Question posée par Monsieur Eylenbosch (pour les points 4, 5, 6 et 7) - Vraag gesteld door Mijnheer Eylenbosch (voor punten 4, 5, 6 en 7)

Bonjour Madame la Présidente,

Je suis surpris que le choix d'un représentant carolorégien soit fait pour remplacer les démissionnaires.

N'y avait-il pas de Molenbeekois au sein du parti local intéressé par ces fonctions concernant la vie économique de la commune?

En vous remerciant,
Michel Eylenbosch

Réponse - Antwoord

Monsieur Eylenbosch,

Je vous remercie pour votre question et celle-ci a retenu toute mon attention.

Il ne m'appartient pas en tant que Bourgmestre de réagir ou de commenter des démissions et nominations qui sont propres aux partis politiques tant qu'elles sont conformes aux statuts des asbl mentionnés (cf. pour la mission locale : art. 8 et pour Molenbeek Formation : art. 6)

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal en date du 20 février 2019 par laquelle il désigne Leonidas PAPADIZ, Conseiller communal, représentant de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'asbl Molenbeek Formation, sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles pour la législature 2018-2024;

Vu le courriel du 12 maart 2020 dans lequel Monsieur Leonidas PAPADIZ, Conseiller communal, remet sa démission en qualité de représentant de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'asbl Molenbeek Formation ;

DECIDE :

Article unique :

De prendre acte de la démission de Monsieur Leonidas PAPADIZ, Conseiller communal, en qualité de représentant de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean l'Assemblée Générale de l'asbl Molenbeek Formation, sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 31 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Ann Gilles-Goris, Carine Liekendaël, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 10 abstentions (Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Laurent Mutambayi, Hassan Ouassari, Dirk De Block, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Joke Vandenbempt).

Gemeentelijk Secretariaat - Molenbeek Formation vzw - Ontslag van een vertegenwoordiger van de Gemeente bij de Algemene Vergadering - Legislatuur 2018-2024 - Leonidas PAPADIZ.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad op datum van 20 februari 2019 waarbij Mijnheer Leonidas PAPADIZ, Gemeenteraadslid, werd aangesteld als vertegenwoordiger van de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek bij de Algemene Vergadering van de vzw Molenbeek Formation, gelegen te 1080 Brussel, Leopold II-laan 101-103 voor de legislatuur 2018-2024:

Gezien het schrijven op datum van 12 maart 2020 waarin Mijnheer Leonidas PAPADIZ, Gemeenteraadslid, zijn ontslag indient in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek bij de Algemene Vergadering van de vzw Molenbeek Formation ;

BESLUIT :

Eenig artikel :

Om akte te nemen van het ontslag van Mijnheer Leonidas PAPADIZ, Gemeenteraadslid, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek bij de Algemene Vergadering van de vzw Molenbeek Formation, gelegen te 1080 Brussel, Leopold II-laan 101-103.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 31 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Ann Gilles-Goris, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 10 onthoudingen (Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Laurent Mutambayi, Hassan Ouassari, Dirk De Block, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Joke Vandembemt).

22.04.2020/A/0005

Secrétariat communal - Molenbeek Formation asbl - Remplacement d'un représentant de la Commune à l'Assemblée Générale - Législature 2018-2024 - Julien FORTIN.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal en date du 20 février 2019 par laquelle il désigne Leonidas PAPADIZ, Conseiller communal, représentant de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'asbl Molenbeek Formation sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles pour la législature 2018-2024;

Vu le courriel du 12 maart 2020 dans lequel Monsieur Leonidas PAPADIZ, Conseiller communal, remet sa démission en qualité de représentant de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'asbl Molenbeek Formation ;

DECIDE :

Article unique :

De désigner Julien FORTIN, en qualité de représentant de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de l'asbl Molenbeek Formation, sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles. Le Conseil approuve le point.

41 votants : 29 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 6 votes négatifs (Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge), 6 abstentions (Ahmed El Khannouss, Ann Gilles-Goris, Hassan Ouassari, Rachid Mahdaoui, Joke Vandenbempt, Laurent Mutambayi).

Gemeentelijk Secretariaat - Molenbeek Formation vzw - Vervanging van een vertegenwoordiger van de Gemeente bij de Algemene Vergadering - Legislatuur 2018-2024 - Julien FORTIN.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad op datum van 20 februari 2019 waarbij Mijnheer Leonidas PAPADIZ, Gemeenteraadslid, werd aangesteld als vertegenwoordiger van de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek bij de Algemene Vergadering van de vzw Molenbeek Formation, gelegen te 1080 Brussel, Leopold II-laan 101-103 voor de legislatuur 2018-2024:

Gezien het schrijven op datum van 12 maart 2020 waarin Mijnheer Leonidas PAPADIZ, Gemeenteraadslid, zijn ontslag indient in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek bij de Algemene Vergadering van de vzw Molenbeek Formation ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Julien FORTIN aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek bij de Algemene Vergadering van de vzw Molenbeek Formation, gelegen te 1080 Brussel, Leopold II-laan 101-103.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers: 29 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 6 negatieve stemmen (Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge), 6 onthoudingen (Ahmed El Khannouss, Ann Gilles-Goris, Hassan Ouassari, Rachid Mahdaoui, Joke Vandenbempt, Laurent Mutambayi).

22.04.2020/A/0006

Secrétariat communal - Mission Locale de Molenbeek asbl - Démission d'un mandataire - Conseil d'administration et Assemblée générale - Gloria GARCIA FERNANDEZ.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal en date du 20 février 2019 par laquelle il désigne Madame Gloria GARCIA FERNANDEZ, Conseillère communale en qualité de représentante de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au Conseil d'administration et à l'Assemblée Générale de l'asbl Mission Locale de Molenbeek sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles, pour la législature 2018-2024;

Vu le courriel du 24/02/2020 dans lequel Madame Gloria GARCIA FERNANDEZ, Conseillère communale, remet sa démission en qualité de représentante de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au Conseil d'administration et à l'Assemblée Générale de l'asbl Mission Locale de Molenbeek ;

DECIDE :

Article unique :

De prendre acte de la démission de Madame Gloria GARCIA FERNANDEZ, Conseillère communale, en qualité de représentante de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au Conseil d'administration et à l'Assemblée Générale de l'asbl Mission Locale de Molenbeek asbl, sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles.

41 votants : 31 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Ann Gilles-Goris, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 10 abstentions (Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Laurent Mutambayi, Hassan Ouassari, Dirk De Block, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Joke Vandenbempt).

Gemeentelijk secretariaat - Lokale Missie Molenbeek - Ontslag van een mandataris - Raad van Bestuur en Algemene Vergadering - Gloria GARCIA FERNANDEZ.DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad op datum van 20 februari 2019 waarbij Mevrouw Gloria GARCIA FERNANDEZ, Gemeenteraadslid, werd aangesteld in de hoedanigheid lid van vertegenwoordiger van de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek bij de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering van de vzw Lokale Missie Molenbeek gelegen te 1080 Brussel, Leopold II-laan 101-103, voor de legislatuur 2018-2024;

Gezien het schrijven op datum van 24 februari 2020 waarin Mevrouw Gloria GARCIA FERNANDEZ, Gemeenteraadslid, haar ontslag indient in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek bij de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering van de vzw Lokale Missie Molenbeek ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Om akte te nemen van het ontslag van Mevrouw Gloria GARCIA FERNANDEZ, Gemeenteraadslid, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek bij de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering van de vzw Lokale Missie Molenbeek.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 31 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Ann Gilles-Goris, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu) en 10 onthoudingen (Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Laurent Mutambayi, Hassan Ouassari, Dirk De Block,

22.04.2020/A/0007

Secrétariat communal - Mission Locale de Molenbeek asbl - Remplacement d'un mandataire pour le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale - Législature 2018-2024 - Julien FORTIN.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal en date du 20 février 2019 par laquelle il désigne Madame Gloria GARCIA FERNANDEZ, Conseillère communale en qualité de représentante de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au Conseil d'administration et à l'Assemblée Générale de l'asbl Mission Locale de Molenbeek sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles, pour la législature 2018-2024 ;

Vu le courriel du 24/02/2020 dans lequel Madame Gloria GARCIA FERNANDEZ, Conseillère communale, remet sa démission en qualité de représentante de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au Conseil d'administration et à l'Assemblée Générale de l'asbl Mission Locale de Molenbeek ;

DECIDE :

Article unique :

De désigner Julien FORTIN, en qualité de représentant de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au Conseil d'administration et à l'Assemblée Générale de l'asbl Mission Locale de Molenbeek sise Boulevard Léopold II 101-103 à 1080 Bruxelles.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 29 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberrri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 4 votes négatifs (Hind Addi, Dirk De Block, Luc Vancauwenberge, Michel Eylenbosch) et 8 abstentions (Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Joke Vandenbempt, Ahmed El Khannouss, Ann Gilles-Goris, Hassan Ouassari, Rachid Mahdaoui, Laurent Mutambayi).

Gemeentelijk Secretariaat - Lokale Missie Molenbeek vzw - Verandering van een mandataris voor de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering - Legislatuur 2018-2024 - Julien FORTIN.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad op datum van 20 februari 2019 waarbij Mevrouw Gloria GARCIA FERNANDEZ, Gemeenteraadslid, werd aangesteld in de hoedanigheid lid van vertegenwoordiger van de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek bij de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering van de vzw Lokale Missie Molenbeek gelegen te 1080 Brussel, Leopold II-laan 101-103, voor de legislatuur 2018-2024;

Gezien het schrijven op datum van 24 februari 2020 waarin Mevrouw Gloria GARCIA FERNANDEZ, Gemeenteraadslid, haar ontslag indient in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek bij de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering van de vzw Lokale Missie Molenbeek ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Julien FORTIN aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek bij de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering van de vzw Lokale Missie Molenbeek, gelegen te 1080 Brussel, Leopold II-laan 101-103.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers: 29 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberrri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 4 negatieve stemmen (Hind Addi, Dirk De Block, Luc Vancauwenberge, Michel Eylenbosch) en 8 onthoudingen (Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Joke Vandenbempt, Ahmed El Khannouss, Ann Gilles-Goris, Hassan Ouassari, Rachid Mahdaoui, Laurent Mutambayi)

22.04.2020/A/0008

Secrétariat communal - Intercommunale Vivaqua - Assemblée générale extraordinaire de Vivaqua du 4 juin 2020 - Modification des statuts de Vivaqua - Mandat.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle Loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 117 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu les Décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu le nouveau Code des sociétés et des associations du 23 mars 2019 ;

Vu l'obligation de VIVAQUA de modifier ses statuts sociaux tenant compte :

de l'article 100 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 précitée imposant aux intercommunales de mettre leurs statuts en conformité avec l'ordonnance et de se conformer aux autres obligations établies par celle-ci dans un délai maximal de 24 mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance à savoir avant le 1^{er} septembre 2020 ;

d'une mise en en conformité avec les nouvelles règles imposées par le nouveau Code des Sociétés et des associations ;

de quelques adaptations de forme et de simplification administrative;

Vu le projet de statut reprenant les modifications proposées;

Vu la convocation à l'assemblée générale extraordinaire de VIVAQUA et l'ordre du jour y annexé;

Sur proposition du collège échevinal;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le projet des nouveaux statuts de VIVAQUA tel qu'annexé à la convocation à l'assemblée générale extraordinaire du 4.06.2020;

Article 2 :

De mandater les représentants communaux au sein de l'assemblée générale de VIVAQUA aux fins de voter conformément à la décision prise à l'article 1.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 31 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Michel Eylenbosch, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Théophile Emile Taelemans, Emre Sumlu), 1 vote négatif (Mohammed EL BOUZIDI), 9 abstentions (Ahmed El Khannouss, Ann Gilles-Goris, Hassan Ouassari, Dirk De Block, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Joke Vandenbempt).

Gemeentelijk secretariaat - Intercommunale Vivaqua - Buitengewone zitting van de algemene vergadering van 4 juni 2020 - Wijziging van de statuten van Vivaqua - Mandaat.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, met name artikel 117 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op het nieuwe Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen van 23 maart 2019;

Gelet op de verplichting van VIVAQUA om zijn statuten te wijzigen om rekening te houden met:

artikel 100 van voornoemde ordonnantie van 5 juli 2018 dat de intercommunales verplicht hun statuten in overeenstemming te brengen met de ordonnantie en zich te houden aan de overige verplichtingen die deze oplegt binnen een maximale termijn van 24 maanden na de inwerkingtreding van deze ordonnantie, d.w.z. vóór 1 september 2020;

de nieuwe regels die worden opgelegd door het nieuwe Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen; enkele aanpassingen qua vorm en met het oog op administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het ontwerp van de statuten met daarin de voorgestelde wijzigingen;

Gelet op de oproeping voor de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van VIVAQUA en de bijgevoegde agenda;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen:

BESLUIT :

Artikel 1 :

Om het ontwerp van de nieuwe statuten van VIVAQUA goed te keuren, zoals het bij de oproeping voor de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van 4 juni 2020 werd gevoegd;

Artikel 2 :

De gemeentelijke vertegenwoordigers in de Algemene Vergadering van VIVAQUA volmacht te geven om hun

stem uit te brengen overeenkomstig het in artikel 1 genomen besluit.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers: 31 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Michel Eylenbosch, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Théophile Emile Taelemans, Emre Sumlu), 1 negative stemmen (Mohammed EL BOUZIDI), 9 onthoudingen (Ahmed El Khannouss, Ann Gilles-Goris, Hassan Ouassari, Dirk De Block, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Joke Vandenbempt).

22.04.2020/A/0009

Police administrative - Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes commises par des mineurs.

Question posée par Monsieur De Block - Vraag gesteld door Mijnheer De Block

Pourquoi vous faites voter aujourd'hui cet accord, est-ce qu'il y a un lien avec la crise covid? (Vu que le Conseil de sécurité a explicitement exclu les mineurs des SACs confinement.)

Pourquoi dans le protocole d'accord présent dans le BOS, il n'y a pas de choix pour l'âge des mineurs: à pd 14 ou à pd 16 ans? La commune s'était engagé à ne pas appliquer à pd 14 ans dans la législature précédente. Est-ce que vous changez cette politique, en abaissant l'âge?

Le protocole n'est pas présent en néerlandais. Ce qui rendra tout vote illégal.

Réponse - Antwoord

Le point est retiré de la séance - Het punt wordt van de zitting ingetrokken

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Administratieve politie - Protocol akkoord rond gemeentelijke administratieve sancties bij gemengde inbreuken gepleegd door minderjarigen.

Het punt wordt van de dagorde ingetrokken.

22.04.2020/A/0010

Gestion énergie & eau - Gestion des eaux pluviales dans le bas du boulevard Edmond Machtens et à proximité de la Gare de l'Ouest - Approbation de la convention de collaboration entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et Le Logement Molenbeekois.

Question posée par Monsieur Eylenbosch - Vraag gesteld door Mijnheer Eylenbosch

Bonjour Madame la Présidente,

Je suis heureux de constater que le projet porté par Nicodème MONFILS et moi-même, (mandat HYDROBRU), suite au voyage d'étude dans le nord de la France effectué sous l'égide de l'IBGE franchi une nouvelle étape positive.

Durant cette visite nous avons échangé concernant la problématique des inondations dans le quartier Machtens

/De Roovere et la possibilité de lancer un projet commun pour gérer les eaux dévalant depuis le site de la gare de l'Ouest en s'inspirant des techniques qui nous ont été présentée.

Pouvez-vous nous confirmer un délai pour la réalisation de ce projet?

En vous remerciant,

Michel Eylenbosch

Réponse - Antwoord

Monsieur Eylenbosch ,

Notre cahier spécial des charges pour désigner un auteur de projet a été validé par l'IBGE la semaine dernière donc nous sommes prêts à lancer l'étude de faisabilité.

Le Logement Molenbeekois nous a avertis qu'il voulait réaliser une étude plus large avec la SLRB et le Bouwmeester.

La commune ne peut donc s'avancer à ce stade sur un délai (aussi bien au niveau de l'étude que de l'exécution).

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et échevins en date du 18.06.2018 décidant e.a. d'approuver les dossiers de candidature "Gestion des eaux pluviales dans le bas du boulevard Edmond Machtens" et "La nature en ville" dans le cadre de l'appel à projets 2018 de Bruxelles Environnement pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables ;

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 23.01.2019 décidant e.a. de prendre connaissance des 2 conventions de subventionnement transmises par Bruxelles-Environnement relatives d'une part au projet de "Gestion des eaux pluviales dans le bas du boulevard Edmond Machtens" et d'autre part au projet "La nature en ville" et de les approuver ;

Considérant qu'en réponse à l'appel à projets 2018 lancé par Bruxelles Environnement qui ciblait les Communes et les CPAS pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables, le logement molenbeekois a proposé de collaborer avec la commune pour l'élaboration d'un projet durable autour de la Gare de l'Ouest répondant à deux priorités : la préservation de la nature en ville et la gestion de l'eau ainsi que la lutte contre les inondations ;

Considérant que cette initiative découle de la volonté de mettre un terme aux problèmes d'inondations causant d'importants dégâts aux immeubles dont le logement molenbeekois est propriétaire et qui sont sis à 1080

Bruxelles, Boulevard Edmond Machtens (n°10-14) ;

Considérant que la jonction entre le bas de l'Avenue de Roovere et le Boulevard Edmond Machtens est devenu un point de saturation lors des épisodes de fortes pluies ;

Considérant qu'en concertation, la commune et le logement molenbeekois ont entamé les démarches en vue de trouver une solution à ces problématiques ;

Considérant que dans cette optique deux candidatures à projet ont été introduites auprès de « Bruxelles Environnement », à savoir un premier projet portant sur la gestion de l'eau pour le site Gare de l'Ouest, Avenue de Roovere - Bld Machtens et un second projet portant sur la notion de nature en Ville (avenue de Roovere) ;

Considérant que les deux candidatures ont été introduites en précisant que le périmètre de projet est : « Le fruit d'un partenariat entre Le Logement Molenbeekois et l'Administration Communale de Molenbeek-Saint-Jean, qui est la demanderesse » ;

Considérant que les demandes de subsides introduites dans ces deux projets étroitement liés sont destinés à couvrir les frais tendant à la réalisation d'une étude de faisabilité pour lutter contre la problématique de l'eau ;

Considérant que cette étude sera réalisée par un bureau d'architecture et de paysagisme et un bureau d'ingénierie et que l'objectif voulu est de mettre en avant une meilleure perméabilité par le biais d'interventions sur la zone de projet ;

Considérant que l'objectif étant de réaliser une seule étude de faisabilité afin d'aboutir à un projet global répondant aux deux thématiques ;

Considérant que suite au dépôt de deux candidatures auprès de « Bruxelles Environnement », les deux projets ont été approuvés de sorte qu'un subside d'un montant de 40.000,00 € (moyennant une participation sur fonds propres de 6.564,00 €) a été accordé pour le premier projet alors qu'un subside d'un montant de 6.470,00 € (avec une

participation de 719,00 €) a été accordé pour le second projet et ce, tel qu'il résulte des conventions relatives à la subvention établie par « Bruxelles Environnement » ;

Vu la convention de collaboration entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et Le Logement Molenbeekois ayant pour but de régir les relations entre la commune et le logement molenbeekois relativement à ces deux projets et notamment quant à la prise en charge du coût de la réalisation d'une telle étude de faisabilité ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 19.03.2020 ;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance de la convention de collaboration entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et Le Logement Molenbeekois et de l'approuver ;

Article 2 :

De communiquer cette décision ainsi que la convention (de collaboration entre la commune de Molenbeek-Saint-Jean et Le Logement Molenbeekois) approuvée auprès de la société Le Logement Molenbeekois.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 40 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylembosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandembemt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 abstention (Ann Gilles-Goris).

Energie- en waterbeheer - Regenwaterbeheer in het laaggelegen deel van Edmond Machtenslaan en nabij het Weststation - Goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en Le Logement Molenbeekois.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen op 18.06.2018 die o.a. besliste de kandidatuurdoossiers goed te keuren van "Regenwaterbeheer in het laaggelegen deel van Edmond Machtenslaan" en "Natuur in de stad" in het kader van de projectoproepen 2018 van Leefmilieu Brussel voor de invoering van duurzame milieuprojecten;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad d.d. 23.01.2019 houdende o.a. beslissing kennis te nemen van de 2 subsidiëringsovereenkomsten overgemaakt door Leefmilieu Brussel betreffende enerzijds het ontwerp van "Regenwaterbeheer in het laaggelegen deel van Edmond Machtenslaan" en anderzijds het ontwerp van "Natuur in de stad" en deze goed te keuren;

Overwegende dat in antwoord op de projectoproep 2018 van Leefmilieu Brussel, die gericht was op de gemeenten en de OCMW's voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten, heeft Le Logement molenbeekois voorgesteld om met de gemeente samen te werken voor de ontwikkeling van een duurzaam project rond het Weststation, dat beantwoordt aan twee prioriteiten: het behoud van de natuur in de stad en het waterbeheer en de beheersing van de overstromingen;

Overwegende dat dit initiatief voortvloeit uit de wens om een einde te maken aan de problemen van overstromingen die grote schade toebrengen aan gebouwen die eigendom zijn van Le Logement molenbeekois en gelegen zijn in 1080 Brussel, Edmond Machtenslaan nr. 10-14;

Overwegende dat de kruising tussen de onderkant van de de Rooverlaan en de Edmond Machtenslaan een punt

van verzadiging is geworden tijdens de afleveringen van zware regenval;

Overwegende dat de gemeente en Le Logement molenbeekoïis in overleg zijn begonnen met de stappen om een oplossing voor deze problemen te vinden;

Overwegende dat in dit perspectief waren er twee projectaanvragen ingediend bij Leefmilieu Brussel, namelijk een eerste project betreffende het waterbeheer voor de site van de Weststation, de de Roovere - Machtenslaan, en een tweede project betreffende het concept van de natuur in de stad (de Rooverelaan);

Overwegende dat de twee aanvragen werden ingediend door te specificeren dat de draagwijdte van het project is: "De vrucht van een partnerschap tussen Le Logement Molenbeekoïis en het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek, dat de aanvrager is";

Overwegende dat de in deze twee nauw met elkaar verbonden projecten ingediende subsidieaanvragen bedoeld zijn om de kosten van een haalbaarheidsstudie ter bestrijding van het waterprobleem te dekken;

Overwegende dat deze studie zal worden uitgevoerd door een architecten- en landschapsbureau en een ingenieursbureau en het gewenste doel is om een betere doorlaatbaarheid te bevorderen door middel van interventies in het projectgebied;

Overwegende dat de bedoeling is om één enkele haalbaarheidsstudie uit te voeren om tot een globaal project te komen dat op beide thema's inspeelt;

Overwegende dat na de indiening van twee aanvragen bij Leefmilieu Brussel, beide projecten werden goedgekeurd zodat een subsidie van 40.000,00 EUR (met een bijdrage uit eigen middelen van 6.564,00 EUR) werd toegekend voor het eerste project en een subsidie van 6.470,00 EUR (met een bijdrage van 719,00 EUR) voor het tweede project, in overeenstemming met de subsidieovereenkomsten opgesteld door Leefmilieu Brussel;

Gelet op het samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en Le Logement Molenbeekoïis, dat tot doel heeft de relaties tussen de gemeente en Le Logement molenbeekoïis te regelen met betrekking tot deze twee projecten en in het bijzonder met betrekking tot de overname van de kosten voor het uitvoeren van een dergelijke haalbaarheidsstudie;

Overwegende dat deze overeenkomst voorgelegd was aan de dienst Juridische Zaken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 19.03.2020;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Kennis te nemen van het samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en Le Logement Molenbeekoïis en dit goed te keuren;

Artikel 2 :

Deze beslissing en de goedgekeurde overeenkomst (van samenwerking tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en Le Logement Molenbeekoïis) aan Le Logement Molenbeekoïis mee te delen.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers: 40 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raïss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leïla AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 onthouding (Ann Gilles-Goris).

Développement Durable - Projet européen « FoodWave : empowering urban youth for climate action » (programme DEAR) - Accord de partenariat avec le pilote du projet - Commune de Milan (Italie).

LE CONSEIL

Vu les objectifs du Collège en matière de développement durable et sa volonté de contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique;

Vu que le développement de systèmes alimentaires durables constitue un levier d'action stratégique dans la lutte contre le réchauffement climatique ;

Vu que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean développe des projets et actions en faveur de l'alimentation durable ;

Vu la recherche de partenaires européens de la Commune de Milan en 2018 pour son projet « *Food Wave – Empowering Urban Youth for Climate Action* » dans le cadre de l'appel à projet européen du programme DEAR (Development Education & Awareness Raising);

Vu que ledit projet vise à sensibiliser et conscientiser la jeunesse européenne (15-35 ans) aux enjeux climatiques à travers la question de l'alimentation en associant à cet effet 16 autres villes européennes et 12 organisations de la société civile ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 31/01/2019 d'approuver la participation de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au projet « *Food Wave* » piloté par la Commune de Milan;

Vu que le projet global (cf Annexe 1a et 1b - *Description of the action et General Conditions*) déposé par la Commune de Milan le 12/2/2019 auprès de la Commission Européenne a été sélectionnée;

Vu la notification (cf. Annexe 2) du 12/07/2019 de la Commission Européenne (DEVCO B 01) attribuant à la Commune de Milan une subvention de 6.993.996 EUR (soit 90% des coûts éligibles du projet) en sa qualité de demandeur principal (*Lead Applicant*) et tel qu'établi dans le contrat de subventionnement (cf. Annexe 3 - *Grant Contract*) CSO-LA/2019/411-515 liant à cet effet la Commission Européenne et la Commune de Milan ;

Considérant l'accord de partenariat (cf. Annexe 4 - *Partnership Agreement*) proposé par la Commune de Milan à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en sa qualité de partenaire du projet, lequel prévoit l'octroi d'une subvention de 291.243 EUR pour la réalisation du projet « *Food Wave* » par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean (2020-2023);

Considérant que le programme de subventionnement prévoit un co-financement par le bénéficiaire de 10% de la subvention octroyée, soit un apport de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean de 29.125 EUR (éligibilités des frais de personnel affectés au projet);

Considérant qu'un budget de 30.000 EUR est inscrit à l'article 8792/124/48 (Développement Durable – Frais de fonctionnement) et qu'un budget de 15.000 EUR est inscrit à l'article 8792/332/02 (Développement Durable – Subsidés aux associations) du budget ordinaire 2020 (article de recette 8792/485/48) en vue de la réalisation des actions du projets (année 1);

DÉCIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance de l'accord de partenariat (cf. Annexe 4) proposé par la Commune de Milan et de l'approuver.

Article 2 :

De charger la Cellule Projets de Développement Durable de la coordination du projet en collaboration avec les services communaux et partenaires locaux impliqués.

Expédition de la présente aux services : Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale, Communication, Finances, Recette.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 40 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef

Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 abstention (Ann Gilles-Goris).

Duurzame ontwikkeling - Europees project "FoodWave: empowering urban youth for climate action" (DEAR-programma) - Partnerschapsovereenkomst met het pilootproject - Gemeente Milaan (Italië).

DE RAAD,

Gelet op de doelstellingen van het College op het gebied van duurzame ontwikkeling en zijn bereidheid om bij te dragen aan de strijd tegen de klimaatopwarming;

Gezien de ontwikkeling van duurzame voedselsystemen een hefboom vormt voor strategische actie in de strijd tegen de klimaatopwarming;

Gezien de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek acties en projecten ontwikkelt ten gunste van duurzame voeding;

Gelet op de prospectie naar Europese partners van de Gemeente Milaan in 2018 voor haar project " *Food Wave - Empowering Urban Youth for Climate Action*" in het kader van de Europese projectoproep van het DEAR-programma (Development Education & Awareness Raising);

Gezien het doel van het genoemde project erop gericht is om de Europese jeugd (15-35 jaar) te sensibiliseren en bewust te maken met betrekking tot de klimaatuitdagingen via de voedselproblematiek in samenwerking met 16 andere Europese steden en 12 organisaties uit het maatschappelijke middenveld;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 31/01/2019 om de deelname van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren aan het door de Gemeente Milaan gestuurde "FoodWave" project;

Gezien het globale project (zie bijlage 1a en 1b – *Description of the action* en *General Conditions*) dat de Gemeente Milaan op 12/2/2019 bij de Europese Commissie heeft ingediend geselecteerd is;

Gezien de kennisgeving (zie bijlage 2) van 07/12/2019 van de Europese Commissie (DEVCO B 01) die aan de Gemeente Milaan een subsidie van 6.993.996 EUR toekent (90% van de in aanmerking komende kosten van het project) in zijn hoedanigheid van hoofdaanvrager (*Lead Applicant*) en zoals vastgelegd in het subsidiecontract (zie bijlage 3 - Subsidiecontract) CSO-LA / 2019 / 411-515 dat voor dit doel de Europese Commissie en de Gemeente Milaan bindt;

Gezien de partnerschapsovereenkomst (zie bijlage 4 - *Partnership Agreement*) voorgesteld door de Gemeente Milaan aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek in haar hoedanigheid van partner van het project (*Co-Applicant*), die voorziet in de toekenning van een subsidie van 291.243 EUR voor de realisatie van het project "Food Wave" door de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek (2020-2023);

Overwegend dat het subsidieprogramma voorziet in medefinanciering door de begunstigde tot 10% van de toegekende subsidie, dat wil zeggen een bijdrage van Molenbeek-Saint-Jean van 29.125 EUR (aannemelijkheid van personeelskosten toegewezen aan het project);

Overwegend dat een budget van 30.000 EUR op begrotingsartikel 8792/124/48 (Duurzame Ontwikkeling – Werkingskosten) van de gewone begroting 2020 en een budget van 15.000 EUR op begrotingsartikel 8792/332/02 (Duurzame Ontwikkeling – Subsidie aan verenigingen) van de gewone begroting 2020 is ingeschreven (ontvangstartikel 8792/485/48) met het oog op de uitvoering van projectacties (jaar 1);

BESLIST

Artikel 1:

Kennis te nemen van de door de Gemeente Milaan voorgestelde partnerschapsovereenkomst (bijlage 4) en deze goed te keuren.

Artikel 2:

De Cel Projecten van het Departement Duurzame Ontwikkeling te belasten met de coördinatie van het project in samenwerking met de betrokken gemeentelijke diensten en lokale partners.

Verzending van deze beraadslaging: Huis van Culturen en Sociale samenhang, Communicatie, Financiën, Ontvangsten

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers: 40 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandembemt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 onthouding (Ann Gilles-Goris)

22.04.2020/A/0012

Département Infrastructures et Développement Urbain - Réfection des revêtements des trottoirs, asphalte et plantation d'arbres dans le cadre du CDC 18.006 - Mise en accessibilité de trottoirs et/ou carrefours des rues de l'Ecole et Docteur Charles Beudin dans le cadre de son plan de mise en accessibilité de la voirie et de l'espace public (PAVE) - Approbation de la Convention concernant l'obtention d'un subside avec la Région de Bruxelles-Capitale et modification du mode de financement de la dépense.

Question posée par Monsieur Vancauwenberge - Vraag gesteld door Mijnheer Vancauwenberge

Pourquoi ces travaux ne sont-elles pas exécutés par le personnel communal? S'agit-il d'un problème de savoir-faire, manque de personnel? Ou pour quelle autre raison?

Luc Vancauwenberge

Réponse - Antwoord

Monsieur Vancauwenberge,

La Logistique pour ce genre d'intervention est trop importante, il faut des machines type pelleteuses que la commune n'a pas; il faut également de l'asphalte à chaud, de l'émulsion et la machine pour préparer l'émulsion... Il faut également l'équipement pour asphalter que la commune n'a pas (asphalteuse) machine extrêmement coûteuse et qui demande de gros entretiens. De plus la commune n'a pas le personnel qualifié pour réaliser ce genre de travaux de grande ampleur. (En effet si nous mettons nos ouvriers sur le chantier de la rue de l'Ecole, ils ne pourront plus assurer les autres missions tout aussi importantes mais de moindre ampleur).

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège en date du 5 novembre 2018 décidant e.a.:

- De prendre connaissance du rapport d'analyse des offres pour le marché de travaux relatif à la Réfection des revêtements des Trottoirs, Asphalte ainsi que la plantation d'arbres à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, de l'approuver et de le faire sien;
- Sur base du rapport d'analyse, d'attribuer le marché de travaux susmentionné et de passer commande à la firme EUROVIA SA, Allée Hof ter Vleest 1, 1070 Anderlecht, (n° TVA : 0402.784.778) selon son offre pour un montant de 2.176.710,52 EURO HTVA, soit 2.633.819,73 EUR TVAC;

- D'engager la dépense de 2.888.622,00 EUR TVAC à l'article 4210/735/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2018 au nom d'EUROVIA SA;

- De financer la dépense par emprunts.

Considérant que l'estimation du coût de la mise en accessibilité de trottoirs et/ou carrefours des rues de l'Ecole et Docteur Charles Beudin est fixée à la somme de 219.723,90 EUR ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a sollicité un subside de 219.723,90 EUR auprès de la Région de Bruxelles-Capitale;

Prend connaissance de l'arrêté du 05 décembre 2019 "Mise en accessibilité de trottoirs et/ou carrefours des rues de l'Ecole et Docteur Charles Beudin dans le cadre de son plan de mise en accessibilité de la voirie et de l'espace public (PAVE)" pour un montant de 219.723,90 EUR et de la convention, entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale, dont l'objet est de fixer les modalités de la mise à disposition de la subvention susmentionnée;

Vu l'arrêté du 04 avril 2019 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'octroi de subside pour la réalisation de petits travaux d'infrastructure visant la sécurisation;

Considérant que, dès lors, ces petits travaux d'infrastructure visant la sécurisation pour 7.000,00 EUR ainsi que la mise en accessibilité de trottoirs et/ou carrefours des rues de l'Ecole et Docteur Charles Beudin pour 219.723,90 EUR peuvent être financés par subsides, soit un montant total de 226.723,90 EUR (7.000,00+219.723,90).

Vu l'article 117 de la nouvelle loi Communale;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention entre la Commune et la Région de Bruxelles-Capitale pour la mise en accessibilité de trottoirs et/ou carrefours des rues de l'Ecole et Docteur Charles Beudin dans le cadre de son plan de mise en accessibilité de la voirie et de l'espace public (PAVE).

Article 2 :

De modifier le mode de financement de la dépense de 2.888.622,00 EUR , à savoir pour 226.723,90 EUR par subsides octroyés par la Région de Bruxelles-Capitale, c'est-à-dire pour 7.000,00 EUR (DC n° 16/2020 - arrêté du 04/04/2019) pour la réalisation de petits travaux d'infrastructure visant la sécurisation et 219.723,90 EUR (DC n° 52/2020 - arrêté 05/12/2019) pour la mise en accessibilité de trottoirs et/ou carrefours des rues de l'Ecole et Docteur Charles Beudin et le solde de 2.661.898,10 EUR par emprunts.

Une copie de la présente sera transmise au service suivant : B4.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 33 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberrri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Talemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 8 abstentions (Dirk De Block, Ann Gilles-Goris, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Joke Vandenbempt).

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Herstelling in oorspronkelijke staat van de stoepen en van het asfalt alsook aanplanting van bomen in het kader van het bestek 18.006 - Toegankelijk maken van de voetpaden en/of kruispunten van de Schoolstraat en de Dokter Charles Beudinstraat, in het kader van het plan voor het toegankelijk maken van de weg en de openbare ruimte (PAVE) - Goedkeuring van de Samenwerkingsovereenkomst voor de verkrijging van een subsidie met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en wijziging van de wijze van financiering van de uitgave.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van het College van 5 november 2018 waarin werd beslist:

- Kennis te nemen van het analyserapport van de offertes voor de opdracht voor werken betreffende de herstelling in oorspronkelijke staat van de stoepen en van het asfalt alsook aanplanting van bomen te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, het goed te keuren en het zich eigen te maken;
- De opdracht voor vermelde werken, op basis van het analyserapport, toe te wijzen aan en de werken te bestellen bij de firma EUROVIA SA, Allée Hof ter Vleest 1, 1070 Anderlecht, (nr btw : 0402.784.778) volgens zijn offerte ten bedrage van 2.176.710,52 EUR btw excl., ofwel 2.633.819,73 EUR btw incl. ;
- De uitgave ten bedrage van 2.888.622,00 EUR vast te leggen op artikel 4210/735/60 van de buitengewone begroting van 2018 op naam van EUROVIA SA;
- De uitgave te financieren met leningsgelden.

Overwegende dat de geschatte kost voor het toegankelijk maken van de trottoirs en/of kruispunten van de Schoolstraat en de Dokter Charles Beudinstraat wordt vastgesteld op 219.723,90 EUR;

Overwegende dat de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek een subsidie aangevraagd heeft van 219.723,90 EUR bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Neemt kennis van het besluit van 05 december 2019 "Toegankelijk maken van de trottoirs en/of kruispunten van de Schoolstraat en de Dokter Charles Beudinstraat, in het kader van het plan voor het toegankelijk maken van de weg en de openbare ruimte (PAVE)" voor een bedrag van 219.723,90 EUR en van de overeenkomst tussen de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarvan het doel is de voorwaarden van de beschikbaarstelling van de bovengenoemde subsidie vast te stellen;

Gezien het besluit van 04 april 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de toekenning van een subsidie voor de uitvoering van kleine ingrepen aan infrastructuur om deze verkeersveiliger te maken;

Overwegende dat deze uitvoering van kleine ingrepen aan infrastructuur om deze verkeersveiliger te maken voortaan voor 7.000,00 EUR evenals het toegankelijk maken van de trottoirs en/of kruispunten van de Schoolstraat en de Dokter Charles Beudinstraat voor 219.723, 90 EUR kunnen worden gefinancierd met subsidies, ofwel een bedrag van 226.723,90 EUR (7.000,00+219.723,90);

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De overeenkomst tussen de Gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren voor het toegankelijk maken van de trottoirs en/of kruispunten van de Schoolstraat en de Dokter Charles Beudinstraat, in het kader van het plan voor het toegankelijk maken van de weg en de openbare ruimte (PAVE).

Artikel 2 :

De financieringswijze van deze uitgave van 2.888.622,00 EUR te wijzigen, te weten voor 226.723,90 EUR door subsidies toegekend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat wil zeggen 7.000,00 EUR (VR nr. 16/2020 - besluit van 04/04/2019) voor de uitvoering van kleine ingrepen aan infrastructuur om deze verkeersveiliger te maken en 219.723,90. EUR (VR nr. 52/2020 - besluit 05/12/2019) voor het toegankelijk maken van de trottoirs en/of kruispunten van de Schoolstraat en de Dokter Charles Beudinstraat en het saldo van 2.661.898,10 EUR door leningsgelden.

Een kopie van huidige beraadslaging zal overgemaakt worden naar de volgende dienst: B4.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers: 33 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija

Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 8 onthoudingen (Dirk De Block, Ann Gilles-Goris, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Joke Vandembemt).

22.04.2020/A/0013

Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché de services en vue de la désignation d'un coordinateur sécurité et santé pour l'ensemble des projets initiés par le département infrastructures et développement urbain pour une période de 3 ans - CDC 19.028 - Retrait de la décision.

Question posée par Monsieur Vancauwenberge - Vraag gesteld door Mijnheer Vancauwenberge

Monsieur l'Echevin, pouvez-vous nous donner un peu plus d'explications à ce sujet?

Luc Vancauwenberge

Réponse - Antwoord

Bonjour Monsieur Vancauwenberge,

En ce qui concerne le point 13 (Marché de services en vue de la désignation d'un coordinateur sécurité et santé pour l'ensemble des projets initiés par le département infrastructures et développement urbain pour une période de 3 ans - CDC 19.028 - Retrait de la décision) du Conseil communal du 22.04.2020, cette délibération a été introduite dans le but d'annuler la délibération introduite au Conseil communal du 16.10.2019 car suite à la modification des certains éléments du marché (la durée et le montant de l'estimation du marché stock), nous avons décidé de changer le mode de passation de manière à accélérer l'attribution du marché et la notification de la commande à l'adjudicataire.

De ce fait, nous avons lancé au mois de novembre dernier, un nouveau marché en procédure négociée sans publication préalable qui entre-temps a déjà été attribué et notifié au bureau OCB.

Donc cette délibération (du 16.10.2019) doit être retirée afin que notre dossier soit en ordre au niveau des autorités de la Tutelle.

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 16.10.2019 décidant e.a :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché à savoir le cahier des charges et ses annexes établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Article 2 :

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Article 3

D'approuver la dépense estimée à 198.347,10 EUR HTVA, soit un total de 240.000,00 EUR TVAC (21%) et de couvrir cette dépense par fond d'emprunts ;

Article 4:

De recourir à la procédure négociée directe avec publication préalable

Considérant que suite à une modification liée à la durée de ce marché, le pouvoir adjudicateur a décidé de lancer ce marché par la procédure négociée sans publication préalable conformément à l'article 42, §1, 1^o,a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Considérant que la décision susmentionnée du Conseil communal en date du 16.10.2019 doit être retirée ;

DECIDE :

Article unique:

De retirer sa décision en date du 16.10.2019 concernant l'objet repris sous rubrique.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 31 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Michel Eylenbosch, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 10 abstentions (Ahmed El Khannouss, Dirk De Block, Ann Gilles-Goris, Hassan Ouassari, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Joke Vandenbempt, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi).

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Dienstenopdracht voor de aanduiding van een coördinator veiligheid en gezondheid voor het geheel van de projecten opgestart door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling voor een periode van 3 jaar - Bestek 19.028 - Intrekking van de beslissing.

DE RAAD,

Gezien haar beslissing van 16.10.2019 waarbij beslist werd:

Artikel 1

De opdracht documenten onder andere het bestek en zijn bijlage die hiertoe werden opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling goed te keuren;

Artikel 2:

De aankondiging van de opdracht die hiertoe werden opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling goed te keuren;

Artikel 3

De uitgave voor een geraamd bedrag van 198.347,10 EUR btw excl hetzij 240.000,00 EUR btw inbegrepen (21%), goed te keuren en deze uitgave te dekken via leningsgelden;

Artikel 4

De dienstenopdracht op te starten via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de aanbestedende overheid, na een wijziging die verband houdt met de duur van deze opdracht, heeft beslist om deze opdracht te lanceren via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 42, §1, 1^o,a) van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Overwegende dat de bovenvermelde beslissing van de Gemeenteraad van 16.10.2019 moet worden ingetrokken;

BESLIST:

Enig artikel:

Haar beslissing van 16.10.2019 in te trekken betreffende het voorwerp vermeld onder rubriek.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 31 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Michel Eylenbosch, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 10 onthoudingen (Ahmed El Khannouss, Dirk De Block, Ann Gilles-Goris, Hassan Ouassari, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Joke Vandenbempt, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi).

22.04.2020/A/0014

Département Infrastructures et Développement Urbain - Service Marchés Publics - Marché de services relatif à la mission complète d'auteur de projet en vue de la construction d'une crèche néerlandophone, de la Maison de l'Enfant et d'un point de consultation Kind en Gezin sis rue de Lessines 37/39 à Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » - Opération 1.3 Crèche et accueil rue de Lessines - CDC 20.009 - Fixation et approbation des conditions du marché et de l'avis de marché.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matières de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux contrats de quartier durables ;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine (M.B., 18.10.2016) ;

Vu le courrier en date du 21 novembre 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale – cabinet du Ministre-Président Rudi Vervoort – notifiant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean l'octroi d'un Contrat de Quartier Durable et le subside pour l'élaboration du dossier de base pour un nouveau Contrat de Quartier Durable, à savoir le Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » ;

Considérant qu'un subside régional de 14.125.000 EUR est réservé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale afin de financer à concurrence de maximum 95% les projets du programme de ce nouveau Contrat de Quartier Durable ;

Considérant qu'un programme de base a été rédigé par un bureau d'étude et qu'il a été approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en sa séance du 14 février 2019 (et ensuite communiqué par courrier à l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean en date du 22 février 2019) ;

Considérant qu'il est nécessaire de réaliser une étude en vue de la construction d'une crèche néerlandophone, de la Maison de l'Enfant et d'un point de consultation Kind en Gezin sis rue de Lessines 37/39 à Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » ;

Considérant qu'il y a donc lieu de lancer un marché de services comprenant la mission complète d'auteur de projet en vue de la construction d'une crèche néerlandophone, de la Maison de l'Enfant et d'un point de consultation Kind en Gezin à la rue de Lessines 37/39 à Molenbeek-Saint-Jean;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis à cet effet par le Département infrastructures et Développement Urbain ;

Prend connaissance de l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Considérant que conformément l'article 41, §1, 2° de la loi du 17 juin 2016, une procédure négociée directe avec publication est autorisée pour ce marché de services ;

Considérant que le présent marché fera l'objet d'une publicité au Bulletin des Adjudications ;

Considérant que la dépense globale pour les honoraires peut être estimée à 189.000,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 39.690,00 EUR), soit 228.690,00 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2020 et qu'ils seront couverts, sous réserve de l'approbation du budget communal 2020 par la Tutelle, de la manière suivante :

- La dépense globale pour les honoraires pour un montant de 228.690,00 EUR TVA comprise:
- Par des fonds régionaux du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » pour un montant de 217.255,50 EUR TVA comprise, soit 95% du montant total (DC n° 515/2019) ;
- Par des emprunts pour un montant de 11.434,50 EUR TVA comprise, soit 5% du montant total ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché de services relatif à la mission complète d'auteur de projet en vue de la construction d'une crèche néerlandophone, de la Maison de l'Enfant et d'un point de consultation Kind en Gezin à la rue de Lessines 37/39 à Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2 :

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Article 3 :

De passer le marché de services par la procédure négociée directe avec publication préalable;

Article 4 :

D'approuver la dépense estimée à 189.000,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 39.690,00 EUR), soit 228.690,00 EUR TVAC (DC n°515/2019) et de la couvrir, sous réserve d'approbation du budget communal 2020 par la Tutelle, de la manière suivante :

- La dépense globale pour les honoraires pour un montant de 228.690,00 EUR TVA comprise :
- Par des fonds régionaux du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » pour un montant de 217.255,50 EUR TVA comprise, soit 95% du montant total (DC n° 515/2019);
- Par des emprunts pour un montant de 11.434,50 EUR TVA comprise, soit 5% du montant total.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 39 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 2 abstentions (Ann Gilles-Goris, Laurent Mutambayi).

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Dienst Overheidsopdrachten - Opdracht voor diensten betreffende de volledige missie van projectontwerper voor de bouw van een Nederlandstalig kinderdagverblijf, het Huis van het Kind en een Kind en Gezin consultatiepunt te Lessenstraat 37/39 in Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract « Rondom Westpark » - Operatie 1.3 Kinderdagverblijf en receptie te Lessenstraat - Bestek 20.009 - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en van de aankondiging van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;
Gezien het koninklijk Besluit Plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;
Gezien het koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;
Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;
Gezien het Besluit van 24 november 2016 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk gewest betreffende de Duurzame Wijkcontracten ;
Gezien de Ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering (B.S., 18.10.2016) ;
Gezien het schrijven in datum van 21 november 2017 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – kabinet van Minister-President Rudi Vervoort – waarbij aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de toekenning van een Duurzaam Wijkcontract werd gecommuniceerd en de subsidie voor de uitwerking van een basisdossier voor een nieuw Duurzaam Wijkcontract, met name het Duurzaam Wijkcontract ‘Rondom Westpark’ ;
Overwegende dat een gewestelijke subsidie van 14.125.000 EUR voorbehouden werd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest om ten bedrage van maximum 95% de projecten van het programma van dit nieuwe Duurzaam Wijkcontract te financieren ;
Overwegende dat een basisprogramma werd opgesteld door een studie bureau en dat dit werd goedgekeurd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in haar zitting van 14 februari 2019 en per schrijven werd meegedeeld aan het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek in datum van 22 februari 2019 ;
Overwegende dat het noodzakelijk is om een studie uit te voeren met het oog op de bouw van een Nederlandstalig kinderdagverblijf, het Huis van het Kind en een Kind en Gezin consultatiepunt gelegen te Lessenstraat 37/39 in Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract « Rondom Westpark » ;
Overwegende dat een opdracht voor diensten dient gelanceerd te worden met betrekking tot de volledige missie van projectontwerper voor de bouw van een Nederlandstalig kinderdagverblijf, het Huis van het Kind en een Kind en Gezin consultatiepunt te Lessenstraat 37/39 in Sint-Jans-Molenbeek ;
Neemt kennis van de documenten van de opdracht, met name het bestek en de bijlagen, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling ;
Neemt kennis van de aankondiging van de opdracht opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling ;
Overwegende dat overeenkomstig artikel 41, §1, 2° van de wet van 17 juni 2016, een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking toegelaten is voor deze opdracht voor diensten ;
Overwegende dat de huidige opdracht gepubliceerd zal worden in het Bulletin der Aanbestedingen ;
Overwegende dat de globale uitgave voor de honoraria geraamd kan worden op een bedrag van 189.000,00 EUR btw excl. (btw 21% met name 39.690,00 EUR), hetzij 228.690,00 EUR btw incl. ;
Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2020 en dat de uitgave zal gedekt worden, onder voorbehoud van de goedkeuring van het gemeentelijk budget 2020 door de Toezichthoudende overheid, op de volgende wijze :
De globale uitgave voor honoraria voor een bedrag van 228.690,00 EUR btw incl. :
Door gelden van het Duurzaam Wijkcontract ‘Rondom Westpark’ voor een bedrag van 217.255,50 EUR btw incl., hetzij 95% van het totale bedrag (VR nr 515/2019)
Door leningsgeld voor een bedrag van 11.434,50 EUR btw incl., hetzij 5% van het totale bedrag
Gelet op art. 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De opdracht documenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de opdracht van diensten betreffende de volledige missie van projectontwerper voor

de bouw van een Nederlandstalig kinderdagverblijf, het Huis van het Kind en een Kind en Gezin consultatiepunt te Lessenstraat 37/39 in Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Duurzaam Wijkcontract « Rondon Westpark » goed te keuren ;

Artikel 2 :

De aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, goed te keuren ;

Artikel 3 :

De opdracht voor diensten te plaatsen via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Artikel 4 :

De uitgave, geraamd op een bedrag van 189.000,00 EUR btw excl. (btw 21% met name 39.690,00 EUR), hetzij 228.690,00 EUR btw incl. goed te keuren, en ze te dekken, onder voorbehoud van de goedkeuring van het gemeentelijk budget 2020 door de Toezichthoudende overheid, op de volgende wijze :

De globale uitgave voor honoraria voor een bedrag van 228.690,00 EUR btw incl. :

Door gelden van het Duurzaam Wijkcontract 'Rondon Westpark' voor een bedrag van 217.255,50 EUR btw incl., hetzij 95% van het totale bedrag (VR nr 515/2019)

Door leningsgelden voor een bedrag van 11.434,50 EUR btw incl., hetzij 5% van het totale bedrag.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 39 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 2 onthoudingen (Ann Gilles-Goris, Laurent Mutambayi).

22.04.2020/A/0015

Département Infrastructures et Développement Urbain - Service Marchés Publics - Marché de services comprenant la mission complète d'auteur de projet en vue de la construction d'un immeuble de logements et d'un équipement, sis quai de l'Industrie 5 et 5b à Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du Contrat de Rénovation Urbaine 5 « Heyvaert - Poincaré » - Opération B1 : Logements quai de l'Industrie 5-5B (CRU) - CDC 20.008 - Fixation et approbation des conditions du marché et de l'avis de marché.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matières de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 et son arrêté d'exécution (Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de Quartier Durable) du 24 novembre 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation urbaine;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 décembre 2017 approuvant le programme du CRU 5 «Heyvaert-Poincaré»;

Considérant qu'il est nécessaire de réaliser une étude en vue de la construction d'un immeuble de six logements communaux à caractère social et d'un équipement casco, sis quai de l'Industrie 5 et 5b à Molenbeek-Saint-Jean, dans le cadre du Contrat de Rénovation Urbaine 5 « Heyvaert – Poincaré » - Opération B1 : Logements quai de l'Industrie 5-5B (CRU) ;

Considérant que l'équipement livré casco au rez-de-chaussée sera d'environ 120 m² ;

Considérant que nous retrouvons dans les six logements communaux à caractère social:

Cinq appartements deux chambres, 70 m² minimum par appartement ;

Un appartement trois chambres pour personne à mobilité réduite, 130 m² minimum ;

Considérant qu'au minimum un emplacement de parking PMR doit être prévu.

Considérant que la mission comprend la conception complète du projet (six logements communaux à caractère social et un équipement casco), ainsi que toutes les demandes de permis, le contrôle et le suivi du chantier (la dépollution du terrain et construction du bâtiment projeté);

Considérant qu'il y a donc lieu de lancer un marché de services comprenant la mission complète d'auteur de projet en vue de la construction d'un immeuble de six logements communaux à caractère social et d'un équipement casco, sis quai de l'Industrie 5 et 5b à Molenbeek-Saint-Jean;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis à cet effet par le Département infrastructures et Développement Urbain ;

Prend connaissance de l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Considérant que conformément l'article 38, §1, 1°, b) de la loi du 17 juin 2016, une procédure concurrentielle avec négociation est autorisée pour ce marché de services ;

Considérant que le présent marché d'auteur de projet incluant l'architecture rentre bien dans l'hypothèse visée par l'article 38, §1er, 1°, b) (« (...) les services objets du marché incluent la conception ou les solutions innovantes »). En effet, les marchés d'auteur de projet portent nécessairement sur de la conception pour le pouvoir adjudicateur (de plans, de projets, etc.). Dans de tels cas, des négociations seront souvent nécessaires afin de garantir que le service en question répond bien aux besoins du pouvoir adjudicateur;

Considérant qu'après l'examen du droit d'accès et de la sélection qualitative des candidats ayant déposé un dossier de candidature recevable, seul cinq candidats seront retenus et invités à soumissionner ;

Considérant que la dépense globale pour les honoraires peut être estimée à à 165.600,00 EUR HTVA (TVA 21% 34.776), soit 200.376,00 EUR TVAC (DC n° 2139/2018);

Considérant que le présent marché fera l'objet d'une publicité au Bulletin des Adjudications;

Considérant qu'une somme forfaitaire de 12.000 EUR TVAC (4 x 3.000 EUR) (DC 2139/2018) sera attribuée à titre de défraiement aux soumissionnaires non retenus, pour autant que ceux-ci aient introduit une offre jugée régulière et qu'ils aient obtenu un minimum de 50% des points ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2020 et qu'ils seront couverts, sous réserve de l'approbation du budget communal 2020 par la Tutelle, par le subside "contrat de rénovation urbaine (CRU)";

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché de services relatif à la mission complète d'auteur de projet en vue de la construction d'un immeuble de six logements communaux à caractère social et d'un équipement casco, sis quai de l'Industrie 5 et 5b à Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2 :

D'approuver l'avis de marché établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain;

Article 3 :

De passer le marché de services par la procédure concurrentielle avec négociation;

Article 4 :

D'approuver la dépense estimée pour les honoraires à 165.600,00 EUR HTVA (TVA 21% 34.776), soit 200.376,00 EUR TVAC et de la financer, sous réserve d'approbation du budget communal 2020 par la Tutelle, par le subside "contrat de rénovation urbaine (CRU)" (DC n° 2139/2018);

Article 5 :

De prévoir une somme forfaitaire de 12.000 EUR TVAC (4 x 3.000 EUR) qui sera attribuée à titre de défraiement aux soumissionnaires non retenus, pour autant que ceux-ci aient introduit une offre jugée régulière et qu'ils aient obtenu un minimum de 50% des points et de la financer par le subside "contrat de rénovation urbaine (CRU)" (DC n° 2139/2018).

Copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B4, B6, B32, B40 et à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 40 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandembemt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 abstention (Ann Gilles-Goris).

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Dienst Overheidsopdrachten - Dienstenopdracht betreffende de volledige missie van projectontwerper voor de bouw van woningen en van een uitrusting te Nijverheidskaai 5 en 5b te Sint-Jans-Molenbeek in het kader van het Stadsvernieuwingscontract 5 « Heyvaert - Poincaré » - Operatie B1 : Woningen Nijverheidskaai 5-5B (SVC) - Bestek 20.008 - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en van de aankondiging van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Gezien het koninklijk Besluit Plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;

Gezien het koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Gezien de Ordonnantie over stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016 en haar uitvoeringsbesluit (Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de Duurzame Wijkcontracten) van 24 november 2016 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 december 2017 tot goedkeuring van het programma voor het SVC 5 «Heyvaert-Poincaré»;

Overwegende dat het noodzakelijk is een studie te realiseren met het oog op de bouw van zes gemeentelijke woningen van sociale aard en van een casco uitrusting te Nijverheidskaai 5 en 5b te Sint-Jans-Molenbeek, in het

kader van de Stadsvernieuwingscontracten 5 « Heyvaert – Poincaré » - Operatie B1 : Woningen nijverheidskaai 5-5B (SVC);

Overwegende dat de casco-geleverde uitrusting op het gelijkvloers ongeveer 120 m² zal bedragen;

Overwegende dat we in de zes woningen het volgende terugvinden:

- vijf 2-slaapkamer-appartementen, minimum 70m² per appartement;

- één 3-slaapkamer-appartement voor personen met beperkte mobiliteit, minimum 130 m²;

Overwegende dat minstens één parkeerplaats voor personen met beperkte mobiliteit voorzien dient te worden.

Overwegende dat de missie het volledige ontwerp van het project (bouw van zes gemeentelijke woningen van sociale aard en van een casco uitrusting) omvat, evenals alle vergunningsaanvragen, controle en opvolging van de werf (de sanering van de grond en bouw van het geplande gebouw);

Overwegende dat een opdracht voor diensten dient gelanceerd te worden met betrekking tot de volledige studie van projectontwerper met het oog op de bouw van zes gemeentelijke woningen van sociale aard en van een casco uitrusting te Nijverheidskaai 5 en 5b te Sint-Jans-Molenbeek;

Neemt kennis van de documenten van de opdracht, met name het bestek en de bijlagen, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling ;

Neemt kennis van de aankondiging van de opdracht opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 38, §1, 1^o, b) van de wet van 17 juni 2016, een mededingingsprocedure met onderhandeling toegelaten is voor deze opdracht voor diensten ;

Overwegende dat deze opdracht voor een projectontwerper die architectuur omvat, goed past in de hypothese bedoeld in artikel 38, §1, 1^o, b) ("(...) de diensten waarop de opdracht betrekking heeft, bevatten ontwerp- of innovatieve oplossingen"). Inderdaad, de opdrachten voor projectontwerper hebben noodzakelijkerwijs betrekking op het ontwerp voor de aanbestedende overheid (van plannen, projecten, enz.). In dergelijke gevallen, zullen er vaak onderhandelingen nodig zijn om ervoor te zorgen dat de dienst in kwestie voldoet aan de behoeften van de aanbestedende overheid;

Overwegende dat na het onderzoek van het toegangsrecht en de kwalitatieve selectie van de kandidaten die een ontvankelijk kandidatuur dossier hebben ingediend, slechts 5 kandidaten zullen weerhouden worden en uitgenodigd worden om een offerte in te dienen ;

Overwegende dat de globale uitgave voor de honoraria geraamd kan worden op een bedrag van 165.600,00 EUR BTW excl. (BTW 21% hetzij 34.776 EUR), hetzij 200.376,00 EUR BTW incl. (VR 2139/2018);

Overwegende dat de huidige opdracht gepubliceerd zal worden in het Bulletin der Aanbestedingen;

Overwegende dat een forfaitaire som van 12.000,00 EUR btw incl. (4 x 3.000 EUR) (VR 2139/2018) zal toegekend worden ter vergoeding van de niet-weerhouden inschrijvers, voor zover zij een regelmatige offerte hebben ingediend en zij minstens 50% van de punten behaalden ;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2020 en dat de uitgave zal gedekt worden, onder voorbehoud van de goedkeuring van het gemeentelijk budget 2020 door de Toezichthoudende overheid, door de subsidie "Stadsvernieuwingscontract (SVC)" ;

Gelet op art. 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De opdracht documenten, met name het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de opdracht van diensten betreffende de volledige missie van projectontwerper voor de bouw van zes gemeentelijke woningen van sociale aard en van een casco uitrusting te Nijverheidskaai 5 en 5b te Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren;

Artikel 2 :

De aankondiging van de opdracht, hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, goed te keuren;

Artikel 3 :

De opdracht voor diensten te plaatsen via een mededingingsprocedure met onderhandeling;

Artikel 4 :

De uitgave voor de honoraria, geraamd op een bedrag van 165.600,00 EUR BTW excl. (BTW 21% hetzij 34.776 EUR), hetzij 200.376,00 EUR BTW incl., goed te keuren, en ze te dekken, onder voorbehoud van de goedkeuring van het gemeentelijk budget 2020 door de Toezichthoudende overheid, door de subsidie "Stadsvernieuwingscontract (SVC)" (VR nr 2139/2018);

Artikel 5 :

Een forfaitaire som van 12.000,00 EUR btw incl. (4 x 3.000 EUR) te voorzien die zal toegekend worden ter vergoeding voor elke niet-weerhouden maar regelmatig bevonden offerte, voor zover de inschrijver minstens 50% van de punten behaalde en deze te financieren met de subsidie van het stadsvernieuwingscontract (SVC) (VR nr 2139/2018) ;

Een kopie van deze beraadslaging wordt overgemaakt aan volgende dienst(en): B4, B6, B32, B40 alsook de Toezichthoudende Overheid.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 40 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberrri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 onthouding (Ann Gilles-Goris).

22.04.2020/A/0016

Département Infrastructures et Développement Urbain - Protocole d'accord relatif au Beeldkwaliteitsplan (Plan de Qualité Paysagère et Urbanistique) pour l'espace public du territoire du Canal de la Région de Bruxelles-Capitale organisant le recours à sa centrale de marché - Adhésion.

LE CONSEIL,

Considérant l'élaboration par le Bureau Bruxellois de la Planification (perspective.brussels) du Beeldkwaliteitsplan (Plan de Qualité Paysagère et Urbanistique) pour les espaces ouverts du canal, approuvé par le Gouvernement bruxellois ;

Considérant que ce plan a été mis à disposition de tous les acteurs de l'espace public du territoire du canal dont fait partie la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant les objectifs de ce plan d'augmenter la cohésion du territoire du canal, de renforcer son identité, d'offrir de la qualité aux espaces publics et ouverts et de renforcer les relations territoriales et sociales entre les différents quartiers encore trop fracturés par l'infrastructure du canal ;

Considérant la création d'une centrale de marché afin d'assurer la convergence des plans, études et projets dans le sens de la vision et des ambitions du plan, et de créer une bonne dynamique pour la transformation du territoire du canal ;

Considérant que la loi relative aux marchés publics permet à une centrale de marchés de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs bénéficiaires ;

Considérant que la loi relative aux marchés publics prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale de marchés est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Prend connaissance du protocole d'accord entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et le Bureau Bruxellois de la Planification (perspective.brussels) dont l'objet est de fixer les droits et les obligations de chaque partie dans le cadre de la mise en œuvre de la centrale de marchés ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'adhérer au protocole d'accord entre la Commune et le Bureau Bruxellois de la Planification (perspective.brussels) relatif au Beeldkwaliteitsplan (Plan de Qualité Paysagère et Urbanistique).

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 33 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberti, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 8 abstentions (Dirk De Block, Ann Gilles-Goris, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Joke Vandenbempt).

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Protocolakkoord met betrekking tot het Beeldkwaliteitsplan voor de publieke ruimte van het Kanaalgebied in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest organiserende het gebruik van zijn dienstencentrale - Aansluiting.

DE RAAD,

Overwegende de uitwerking van het Beeldkwaliteitsplan voor de open ruimte langs het kanaal door het Brussels Planningsbureau (perspective.brussels), goedgekeurd door de Brusselse regering;

Overwegende dat dit plan ter beschikking werd gesteld van alle actoren van de openbare ruimte in het kanaalgebied waarvan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek deel uitmaakt;

Overwegende de doelstellingen van dit plan, om de samenhang van het kanaalgebied te verhogen, de identiteit ervan te versterken, kwaliteit te geven aan de publieke en open ruimten en de ruimtelijke en sociale relaties tussen de verschillende wijken, die nog te veel onderbroken zijn door de kanaalinfrastructuur, te versterken;

Overwegende dat de oprichting van een dienstencentrale is bedoeld om de convergentie van de plannen, studies en projecten volgens de visie en de ambities van het BKP te verzekeren en om een goede dynamiek te creëren voor de transformatie van het kanaalgebied;

Overwegende dat de wet betreffende de overheidsopdrachten het een dienstencentrale mogelijk maakt om opdrachten voor werken, leveringen en diensten te plaatsen die bestemd zijn voor begunstigde aanbestedende overheden;

Overwegende dat de wet betreffende de overheidsopdrachten bepaalt dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een dienstencentrale wordt vrijgesteld van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Neemt kennis van het protocolakkoord tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Planningsbureau (perspective.brussels) waarvan het doel is de rechten en plichten van partijen te bepalen in het kader van de implementatie van de Dienstencentrale;

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

In te stemmen met het Protocolakkoord tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Planningsbureau (perspective.brussels) met betrekking tot het Beeldkwaliteitsplan.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 33 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet

Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 8 onthoudingen (Dirk De Block, Ann Gilles-Goris, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Joke Vandenbempt).

22.04.2020/A/0017

Département Infrastructures et Développement Urbain - Approbation de l'acquisition du bien sis rue Jean-Baptiste Decock 67-69, 1080 Molenbeek-Saint-Jean et approbation de l'introduction de la demande de subside dans le cadre de la Politique de la Ville - Axe 1.

Questions posées par Monsieur Eylenbosch (pour les points 17 et 18) - Vragen gesteld door Mijnheer Eylenbosch (voor punten 17 en 18)

Bonjour Madame la Présidente,

L'acquisition de ce bâtiment est-il judicieux dans le contexte actuel?

En effet, la demande de subside à de grande chance de ne pas aboutir, les budgets de la Région devront être redirigé vers d'autres interventions plus urgente dans le contexte COVID 19 que nous connaissons actuellement. Et donc le risque de voir les conséquences de la conclusion de ce contrat échoir au budget communal lui-même en difficulté.

Les priorités devraient être réévaluées avant tout nouvel investissement non urgent.

Au point 18, l'acquisition de ce bâtiment est-il judicieux dans le contexte actuel?

En effet, la demande de subside à de grande chance de ne pas aboutir, les budgets de la Région devront être redirigé vers d'autres interventions plus urgente dans le contexte COVID 19 que nous connaissons actuellement. Et donc le risque de voir les conséquences de la conclusion de ce contrat échoir au budget communal lui-même en difficulté.

Les priorités devraient être réévaluées avant tout nouvel investissement non urgent.

En vous remerciant,

Michel Eylenbosch

Réponse - Antwoord

Monsieur Eylenbosch,

Il s'agit tant pour le 17 et le 18 d'achats de biens dans le cadre du contrat de quartier en cours, entièrement subventionnés par la Région. Il ne s'agit donc pas de dépenses communales mais bien régionales et en plus, il s'agit d'exécution de politiques déjà décidées, pas de nouvelles dépenses au sens strict (contrat de quartier lancé en 2016).

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 08 mai 2019 d'approuver l'acquisition de bâtiments d'une superficie au sol de 770 m², sis rue Jean-Baptiste Decock 71 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, pour un montant de 915.000,00 EUR;

Considérant que le projet « 2.1 Co-housing Malder - Decock » du CQD « Autour du Parc de l'Ouest » prévoit "une opération d'achat-revente des bâtiments sis rue Jean-Baptiste Decock 71 en vue de permettre la création de 18 logements conventionnés et d'un espace polyvalent pouvant accueillir une activité économique";

Vu l'arrêté du 19 janvier 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la Politique de la Ville;

Considérant que l'Axe 1 de la Politique de la Ville concerne l'aménagement du territoire permettant e.a. de

subventionner des opérations immobilières ponctuelles en terme:

d'acquisition de biens immeubles à l'abandon ou inoccupés

de réalisation de travaux (rénovation, réhabilitation ou la démolition)

en vue de les affecter à du logement assimilé social;

Considérant que le taux de subside est porté in casu à 85%;

Considérant qu'une demande de subside va être introduite pour l'acquisition du bien sis rue Jean-Baptiste Decock 67/69 et par la suite pour les travaux audit bien;

Considérant que les biens sis rue Jean-Baptiste Decock 71 et rue Jean-Baptiste Decock 67/69 sont contigus, permettant ainsi le développement d'un projet mixte d'envergure et de meilleure qualité;

Vu l'estimation en date du 18 mars 2019 par le Comité d'Acquisition d'immeubles régional pour un montant de 415.000,00 EUR pour le bien d'une superficie au sol de 337 m² sis rue Jean-Baptiste Decock 67-69 à 1080

Molenbeek-Saint-Jean, cadastré division 3, section B, numéro 820/2/E/8;

Considérant que l'indemnité de remploi s'élève in casu à 16% de la valeur du bien, soit un montant total de 66.400,00 EUR;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 9220/712/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver l'acquisition du bien d'une superficie au sol de 337 m², sis rue Jean-Baptiste Decock 67-69 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, pour un montant maximum de 481.400,00 EUR incluant l'indemnité de remploi;

Article 2 :

De charger le Département Infrastructures et Développement Urbain de négocier l'acquisition du bien d'une superficie au sol de 337 m², sis rue Jean-Baptiste Decock 67-69 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré division 3, section B, numéro 820/2/E/8 pour un montant maximum de 481.400,00 EUR incluant l'indemnité de remploi;

Article 3 :

D'approuver l'introduction de la demande de subside dans le cadre de la Politique de la Ville - axe 1 pour 85%;

Article 4 :

D'approuver le mode de financement à ce jour de la dépense, à savoir 100% sur emprunts;

Une copie de la présente sera transmise aux services suivants : B31, B32, B40 et B41.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 37 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberti, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandembemt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 vote négatif (Michel Eylenbosch), 3 abstentions (Ahmed El Khannouss, Ann Gilles-Goris, Hassan Ouassari).

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Goedkeuring van de aankoop van het goed gelegen in de Jean-Baptiste Decockstraat 67-69, 1080 Sint-Jans-Molenbeek en goedkeuring van de invoering van de subsidieaanvraag in het kader van het Stadsbeleid - As 1.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de gemeenteraad van 8 mei 2019 om de aankoop van de gebouwen met een

vloeroppervlakte van 770 m² gelegen in de Jean-Baptiste Decockstraat 71 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, voor een bedrag van maximaal 915.000,00 EUR goed te keuren;

Overwegende dat het project « 2.1 Co-housing Malder - Decock » van het Duurzaam Wijkcontract « Rondom Westpark » voorziet in de "aankoop-verkoop operatie van de gebouwen gelegen in de Jean-Baptiste Decockstraat 71 om er 18 geconventioneerde wooneenheden en een polyvalente ruimte, die geschikt is om een economische activiteit te ontvangen, te creëren";

Gezien het besluit van 19 januari 2017 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het stadsbeleid;

Overwegende dat as 1 van het stadsbeleid betrekking heeft op ruimtelijke ordening waardoor o.a. punctuele onroerendgoedactiviteiten op het vlak van

verwerving van verlaten of leegstaande onroerende goederen

uitvoering van werken (renovatie, rehabilitatie of sloop)

kunnen worden gesubsidieerd om ze te bestemmen als geassimileerde sociale woning;

Overwegende dat het subsidiepercentage in casu 85% bedraagt;

Overwegende dat een subsidieaanvraag zal worden ingediend voor de aankoop van het onroerend goed gelegen Jean-Baptiste Decockstraat 67/69 en daarna voor de werken aan dat goed;

Overwegende dat de eigendommen gelegen Jean-Baptiste Decockstraat 71 en Jean-Baptiste Decockstraat 67/69 aan elkaar grenzen, waardoor de ontwikkeling van een grootschalig en kwalitatief beter gemengd project mogelijk wordt;

Gezien de raming op 18 maart 2019 door het « Regionaal Aankoopcomité » voor een bedrag van 415.000,00 EUR, voor het goed met een vloeroppervlakte van 337 m² gelegen in de Jean-Baptiste Decockstraat 67-69 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastraerd 3^{de} afdeling, sectie B, nummer 820/2/E/8;

Overwegende dat de wederbeleggingsvergoeding in casu 16% van de waarde van het onroerend goed bedraagt, ofwel een totaalbedrag van 66.400,00 EUR;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 9220/712/60 van de buitengewone begroting van het huidige dienstjaar;

BESLUIT:

Artikel 1 :

De aankoop van het onroerend goed met een vloeroppervlakte van 337 m² gelegen in de Jean-Baptiste Decockstraat 67-69 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, voor een bedrag van maximaal 481.400,00 EUR inclusief wederbeleggingsvergoeding goed te keuren;

Artikel 2 :

Het Departement Infrastructuur & Stedelijke Ontwikkeling te belasten met de onderhandelingen voor de aankoop van het onroerend goed met een vloeroppervlakte van 337 m² gelegen Jean-Baptiste Decockstraat 67-69 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastraerd 3^{de} afdeling, sectie B, nummer 820/2/E/8 voor een maximum bedrag van 481.400,00 EUR inclusief wederbeleggingsvergoeding;

Artikel 3 :

De invoering van de subsidieaanvraag in het kader van het Stadsbeleid - as 1 voor 85% goed te keuren ;

Artikel 4 :

De huidige financieringswijze van deze uitgave, met name 100% via leningsgelden, goed te keuren;

Een kopie hiervan zal overgemaakt worden naar de volgende diensten: B31, B32, B40 en B41.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 37 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne,

Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 négative stemmen (Michel Eylenbosch), 3 onthoudingen (Ahmed El Khannouss, Ann Gilles-Goris, Hassan Ouassari).

22.04.2020/A/0018

Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » - Approbation de l'acquisition des bâtiments sis rue Jean-Baptiste Decock 71, 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Vu la notification du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 21 novembre 2017 approuvant le lancement du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » en partenariat avec la commune de Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de la 9^{ème} série de Contrats de Quartier Durables;

Vu la délibération du Conseil Communal du 25 octobre 2018 approuvant le programme complet du Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » ainsi que le Rapport sur les Incidences Environnementales y relatif;

Considérant que le projet « 2.1 Co-housing Malder - Decock » du CQD « Autour du Parc de l'Ouest » prévoit "une opération d'achat-revente des bâtiments sis rue Jean-Baptiste Decock 71 en vue de permettre la création de 18 logements conventionnés et d'un espace polyvalent pouvant accueillir une activité économique";

Considérant que l'état des bâtiments actuel est "insalubre";

Vu l'estimation en date du 18 février 2019 par le Comité d'Acquisition d'immeubles régional pour un montant de 915.000,00 EUR, pour les bâtiments d'une superficie au sol de 770 m² sis rue Jean-Baptiste Decock 71 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrés division 3, section B, numéro 820/2/C/7;

Considérant que l'indemnité de remploi s'élève in casu à 16% de la valeur des bâtiments, soit un montant total de 146.400,00 EUR;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 9301/712/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'acquisition des bâtiments d'une superficie au sol de 770 m², sis rue Jean-Baptiste Decock 71 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, pour un montant maximum de 1.061.400,00 EUR incluant l'indemnité de remploi;

Article 2 :

De charger le Département Infrastructures et Développement Urbain de négocier l'acquisition des bâtiments d'une superficie au sol de 770 m², sis rue Jean-Baptiste Decock 71 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrés division 3, section B, numéro 820/2/C/7 pour un montant maximum de 1.061.400,00 EUR incluant l'indemnité de remploi;

Article 3 :

D'approuver le mode de financement de la dépense, à savoir 95% par le Contrat de Quartier Durable « Autour du Parc de l'Ouest » (DC n° 515/2019) et 5% sur emprunts;

Une copie de la présente sera transmise aux services suivants : B31, B32, B40 et B41.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 37 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdallah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid

Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandembemt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 vote négatif (Michel Eylenbosch), 3 abstentions (Ahmed El Khannouss, Ann Gilles-Goris, Hassan Ouassari).

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract « Rondon Westpark » - Goedkeuring van de aankoop van de gebouwen gelegen in de Jean-Baptiste Decockstraat 71, 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Gezien de kennisgeving van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 november 2017 van de goedkeuring van het duurzaam wijkcontract "Rondon Westpark" in samenwerking met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in het kader van de 9de reeks van Duurzame Wijkcontracten;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 25 oktober 2018 tot goedkeuring van het programma voor het Duurzaam Wijkcontract « Rondon Westpark » evenals het milieueffectenrapport;

Overwegende dat het project « 2.1 Co-housing Malder - Decock » van het Duurzaam Wijkcontract « Rondon Westpark » voorziet in de "aankoop-verkoop operatie van de gebouwen gelegen Jean-Baptiste Decockstraat 71 om er 18 geconventioneerde wooneenheden en een polyvalente ruimte, die geschikt is om een economische activiteit te ontvangen, te creëren";

Overwegende dat de huidige staat van de gebouwen "onbewoonbaar" is;

Gezien de raming op 18 februari 2019 door het « Regionaal Aankoopcomité » voor een bedrag van 915.000,00 EUR, voor de gebouwen met een vloeroppervlakte van 770 m² gelegen in de Jean-Baptiste Decockstraat 71 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastreerd 3^{de} afdeling, sectie B, nummer 820/2/C/7;

Overwegende dat de wederbeleggingsvergoeding in casu 16% van de waarde van de gebouwen bedraagt, ofwel een totaalbedrag van 146.400,00 EUR;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 9301/712/60 van de buitengewone begroting van het huidige dienstjaar;

BESLUIT:

Artikel 1 :

De aankoop van de gebouwen met een vloeroppervlakte van 770 m² gelegen in de Jean-Baptiste Decockstraat 71 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, voor een bedrag van maximaal 1.061.400,00 EUR inclusief wederbeleggingsvergoeding goed te keuren;

Artikel 2 :

Het Departement Infrastructuur & Stedelijke Ontwikkeling te belasten met de onderhandelingen voor de aankoop van de gebouwen met een vloeroppervlakte van 770 m² gelegen Jean-Baptiste Decockstraat 71 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastreerd 3^{de} afdeling, sectie B, nummer 820/2/C/7 voor een maximum bedrag van 1.061.400,00 EUR inclusief wederbeleggingsvergoeding;

Artikel 3:

De financieringswijze van deze uitgave, met name 95% via het Duurzaam Wijkcontract « Rondon Westpark » (VR nr 515/2019) en 5% via leningsgelden goed te keuren;

Een kopie hiervan zal overgemaakt worden naar de volgende diensten: B31, B32, B40 en B41.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 37 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria

Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandembemt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 négative stemmen (Michel Eylenbosch), 3 onthoudingen (Ahmed El Khannouss, Ann Gilles-Goris, Hassan Ouassari).

22.04.2020/A/0019

Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de quartier durable Petite Senne - Occupation temporaire du bien sis quai de l'Industrie 83.

Question posée par Monsieur Majoros - Vraag gesteld door Mijnheer Majoros

Des spectacles seront proposés. La convention ne semble rien prévoir pour qu'ils soient financièrement accessibles aux habitants les plus démunis du quartier. Pourriez-vous y remédier ?

Karim Majoros

Réponse - Antwoord

Monsieur Majoros,

Il n'y a aucun spectacle ouvert au public à l'intérieur du bâtiment (pas aux normes pour accueillir du public). L'association a prévu de faire un ou plusieurs spectacles sur l'espace public, plus précisément sur la place Liverpool devant la WAQ, qui seront accessibles gratuitement à tous.

LE CONSEIL,

Considérant que l'immeuble, sis Quai de l'Industrie 83, est vide et qu'il fait l'objet d'un projet de création d'un équipement de proximité dans le cadre de l'opération I.B. "Labo de Langue, Jeu et Travail" du Contrat de quartier durable "Petite Senne";

Considérant que le seul accès à cet immeuble se fait via l'immeuble, sis Quai de l'Industrie 89-91, dans lequel se trouve la WAQ, d'où l'importance de prévoir une occupation temporaire en lien avec la WAQ;

Considérant que le Collectif Hold Up est à la recherche d'un lieu et qu'il est prêt à collaborer avec la WAQ;

Considérant que le bien donné en occupation temporaire sera transformé par le collectif en vue d'y mener des activités principalement créatives;

Considérant que l'occupation temporaire du bien, sis Quai de l'Industrie 83, assurerait une présence sociale dans l'immeuble, ce qui permet d'éviter le vandalisme et le squattage;

Considérant que d'après la méthode de calcul dans le cadre de la location d'une infrastructure communale, le loyer pour cette occupation reviendrait à 5.960,00 euro;

Considérant que le Collectif Hold Up a été sélectionné pour faire un stage et des animations à la WAQ après avoir demandé à 2 prestataires différents, à savoir le Collectif Hold Up et l'artiste Tom Hallet, et que le Collectif Hold Up offrira par conséquent des animations et un stage à la WAQ pour une valeur de minimum 5.960,00 euro (en cas de différence, le supplément sera facturé à la Commune);

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure une convention d'occupation entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et le Collectif Hold up pour une période allant de la signature de la convention au 31 janvier 2021;

Considérant que l'association supportera la responsabilité et l'entièreté des dépenses liées aux travaux d'aménagement (en respectant l'avis du SIAMU);

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires Juridiques;

Vu l'article 232 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE:

Article 1:

D'approuver le projet de convention d'occupation, pour une période allant de la signature de la convention au 31 janvier 2021 par le Collectif Hold Up de l'immeuble, sis Quai de l'Industrie 83;

Article 2:

De ne supporter aucune responsabilité en cas de perte ou de vol de matériel.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 40 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandembemt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 abstention (Ann Gilles-Goris).

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam wijkcontract Zinneke - Tijdelijk gebruik van het goed gelegen te Nijverheidskaai 83.

DE RAAD,

Overwegende dat het gebouw, gelegen te Nijverheidskaai 83, leegstaat en dat dit het voorwerp uitmaakt van de creatie van een buurtinfrastructuur in het kader van de operatie 1.B. "Labo voor Taal, Spel en Werk" van het duurzaam Wijkcontract "Zinneke";

Overwegende dat de enige toegang tot dit gebouw mogelijk is via het gebouw, gelegen te Nijverheidskaai 89-91, waarin zich de WAQ bevindt, vanwaar het belang om een tijdelijk gebruik te voorzien dat gelinkt is met de WAQ;

Overwegende dat het Collectief Hold Up op zoek is naar een plek en dat ze bereid is om samen te werken met de WAQ;

Overwegende dat het in tijdelijk gebruik gegeven pand zal getransformeerd worden door het collectief om er hoofdzakelijk creatieve activiteiten te houden;

Overwegende dat het tijdelijk gebruik van het pand, gelegen te Nijverheidskaai 83, een sociale aanwezigheid zou verzekeren in het gebouw, hetgeen vandalisme en kraken zal voorkomen;

Overwegende dat volgens de berekeningsmethode in het kader van een verhuring van een gemeentelijk gebouw, de huurprijs voor dit gebruik zou neerkomen op 5.960,00 euro;

Overwegende dat het collectief Hold Up geselecteerd werd om een stage en animaties in de WAQ te geven na een navraag bij 2 dienstverleners, zijnde het collectief Hold Up en de kunstenaar Tom Hallet, en dat het Collectief Hold Up bijgevolg animaties en een stage in de WAQ zal aanbieden voor een waarde van minimum 5.960,00 euro (in geval van verschil, zal het supplement gefactureerd worden aan de Gemeente);

Overwegende dat er dus moet overgegaan worden tot het sluiten van een gebruiksovereenkomst tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en het collectief Hold Up voor een periode gaande van de handtekening van de overeenkomst tot 31 januari 2021;

Overwegende dat de vereniging de verantwoordelijkheid en de kosten ten laste neemt van de inrichtingswerken (met respect voor het advies van de Brandweer) van het pand;

Overwegende dat deze overeenkomst voorgelegd werd aan de dienst Juridische Zaken;

Gelet op artikel 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1:

Het ontwerp van de gebruiksovereenkomst goed te keuren, voor een periode gaande van de handtekening van de overeenkomst tot 31 januari 2021 door het Collectief Hold Up van het pand, gelegen te Nijverheidskaai 83;

Artikel 2:

Geen enkele verantwoordelijkheid te dragen in geval van verlies of diefstal van materiaal.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 40 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 onthouding (Ann Gilles-Goris).

22.04.2020/A/0020

Département Infrastructures et Développement Urbain - Parcelle régionale joutant la Gare de l'Ouest - Développement d'un espace public accueillant des projets de cohésion sociale et de vie collective dit "MOLENWEST" - Règlement d'Ordre Intérieur.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil, en sa séance du 4 septembre 2019, d'approuver entre autre la convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune concernant la réalisation d'une occupation temporaire de la parcelle n° 839W8, sise au croisement entre la chaussée de Ninove et la rue Alphonse Vandenpeereboom à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu la décision du Conseil, en sa séance du 4 septembre 2019, d'approuver entre autre les conventions d'occupation temporaire des infrastructures développées par la SAU sur la parcelle n° 839W8, sise au croisement entre la chaussée de Ninove et la rue Alphonse Vandenpeereboom à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, établies entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et les ASBL suivantes :

- l'ASBL Sport2be by MW Fund r.p.m. 0649.754.696 ;
- l'ASBL D'Broej Centrum West r.p.m. 0807.407.808 ;
- l'ASBL Samen Voor Morgen r.p.m 0685.825.73 ;
- l'ASBL La Rue r.p.m. 0418.331.548 ;

Considérant que la Commune, en tant que futur gestionnaire de l'occupation temporaire Molenwest, souhaite y développer des activités de cohésion sociale et de vie collective ;

Considérant que, en tant que futur gestionnaire du lieu, la commune de Molenbeek-Saint-Jean a, en accord avec les futurs occupants, élaboré un règlement permettant une gestion claire, responsable et conviviale de l'occupation temporaire Molenwest.

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver le Règlement d'Ordre Intérieur (Annexe 01) permettant une gestion claire, responsable et conviviale de l'occupation temporaire Molenwest.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 40 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef

Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu, 1 abstention (Ann Gilles-Goris).

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Gewestelijk perceel naast het Weststation - Ontwikkeling van een openbare ruimte die projecten van sociale cohesie en gemeenschapsleven kan ontvangen genaamd "MOLENWEST" - Reglement van Inwendige Orde.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Raad van 4 september 2019 houdende goedkeuring van de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente betreffende de tijdelijke bezetting van het perceel nr. 839W8, gelegen op het kruispunt van de Ninoofsesteenweg en de Alphonse Vandenpeereboomstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek ;

Gelet op het besluit van de Raad van 4 september 2019 houdende goedkeuring van de overeenkomsten voor de tijdelijke bezetting van de infrastructuur, die door de MSI zal worden ontwikkeld, op perceel nr. 839W8, gelegen op het kruispunt van de Ninoofsesteenweg en de Alphonse Vandenpeereboomstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, opgesteld tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de volgende vzw's :

- de VZW Sport2be by MW Fund r.p.r. 0649.754.696,
- de VZW D'Broej Centrum West r.p.r. 0807.407.808,
- de VZW Samen Voor Morgen r.p.r 0685.825.731,
- de VZW La Rue. r.p.r. 0449.487.409 ;

Overwegende dat de Gemeente, als toekomstige beheerder van de tijdelijke bezetting Molenwest, er activiteiten ter bevordering van de sociale cohesie en het gemeenschapsleven wenst te ontwikkelen ;
Overwegende dat de Gemeente, als toekomstige beheerder van de site, in overleg met de toekomstige bewoners een reglement heeft opgesteld dat een duidelijk, verantwoord en gebruiksvriendelijk beheer van de tijdelijke bezetting van Molenwest mogelijk maakt.

BESLUIT:

Enig artikel :

Het Reglement van Inwendige Orde (Bijlage 01) dat een duidelijk, verantwoord en gebruiksvriendelijk beheer van de tijdelijke bezetting van Molenwest mogelijk maakt, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 40 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 onthouding (Ann Gilles-Goris).

22.04.2020/A/0021

Propriétés communales - Rue Ransfort, 66 - Convention d'occupation précaire des locaux du rez-de - Chaussée par l'a.s.b.l. La Rue.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek eigenaar is geworden van een eigendom gelegen aan de weg Ransfort, 66 tot 1080 Sint-Jans-Molenbeek gekadastraerd in 2de afdeling, afdeling B, kadastraal nummer 589 E met een oppervlakte van 01 tot 25 ca (voorgebouw) en nummer 589 F met een oppervlakte van 01 tot 55 ca (achtergebouw) met het oog op, onder meer, een uitbreiding van de gemeentelijke school nummer 10;

Overwegende dat het feit dat er renovatiewerken aan het gemeenschappelijke gebouw gepland zijn;

Overwegende dat het gebouw gedeeltelijk ongebruikt is en om te voorkomen dat het gebouw te lang ongebruikt blijft, kan de gemeente toestaan dat het gebouw ter beschikking wordt gesteld om de achteruitgang ervan te voorkomen;

Overwegende dat het feit dat in het verleden de VZW la Rue het pand op de begane grond aan de kant van de weg en de kelders van het gebouw bewoonde;

Overwegende dat het feit dat de VZW la Rue is geïnteresseerd in de opnieuw in gebruik nemen van het gebouw en het achterste gebouw op de 1e verdieping, die vroeger een kapel was;

Overwegende dat het nodig is een preciaire gebruiksovereenkomst te sluiten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw La Rue voor een beperkte periode van 1 jaar;

Overwegende dat de overeenkomst voorziet in een kosteloze bezetting met maandelijkse vaste kosten voor het energieverbruik;

Zie artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 09.04.2020;

RESLIST :

Artikel 1:

Goedkeuring van de ontwerpovereenkomst van preciaire bezetting, voor een periode van 1 jaar, van het gebouw op de benedenverdieping aan de straatkant, de kelders en de eerste verdieping van het gebouw gelegen in Ransfortstraat, 66 door de vereniging zonder winstoogmerk "La Rue";

Artikel 2:

Het goedkeuren van de gratis bezetting en het vastleggen van de betaling van maandelijkse forfaitaire tarieven voor het energieverbruik;

Artikel 3:

De inkomsten opnemen in artikel 9220/161-48 van de gewone begroting van het lopende jaar.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 40 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberti, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Ann Gilles-Goris, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Talemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 abstention (Laurent Mutambayi).

Gemeentelijke eigendommen - Ransfortstraat,66 - Preciaire gebruiksovereenkomst van het gebouw op de benedenverdieping door de v.z.w. La Rue.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek eigenaar is geworden van een eigendom gelegen aan de weg Ransfort, 66 tot 1080 Sint-Jans-Molenbeek gekadastraerd in 2de afdeling, afdeling B, kadastraal nummer 589 E met een oppervlakte van 01 tot 25 ca (voorgebouw) en nummer 589 F met een oppervlakte van 01 tot 55 ca (achtergebouw) met het oog op, onder meer, een uitbreiding van de gemeentelijke school nummer 10;

Overwegende dat het feit dat er renovatiewerken aan het gemeenschappelijke gebouw gepland zijn;

Overwegende dat het gebouw gedeeltelijk ongebruikt is en om te voorkomen dat het gebouw te lang ongebruikt blijft, kan de gemeente toestaan dat het gebouw ter beschikking wordt gesteld om de achteruitgang ervan te voorkomen;

Overwegende dat het feit dat in het verleden de VZW la Rue het pand op de begane grond aan de kant van de weg en de kelders van het gebouw bewoonde;

Overwegende dat het feit dat de VZW la Rue is geïnteresseerd in de opnieuw in gebruik nemen van het gebouw en het achterste gebouw op de 1e verdieping, die vroeger een kapel was;

Overwegende dat het nodig is een preciaire gebruiksovereenkomst te sluiten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw La Rue voor een beperkte periode van 1 jaar;

Overwegende dat de overeenkomst voorziet in een kosteloze bezetting met maandelijkse vaste kosten voor het energieverbruik;

Gezien artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 09.04.2020;

BESLIST :

Artikel 1:

Goedkeuring van de ontwerpovereenkomst van preciaire bezetting, voor een periode van 1 jaar, van het gebouw op de benedenverdieping aan de straatkant, de kelders en de eerste verdieping van het gebouw gelegen in Ransfort Street,66 door de vereniging zonder winstoogmerk "La Rue";

Artikel 2:

Het goedkeuren van de gratis bezetting en het vastleggen van de betaling van maandelijkse forfaitaire tarieven voor het energieverbruik;

Artikel 3:

De inkomsten opnemen in artikel 9220/161-48 van de gewone begroting van het lopende jaar.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 40 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Ann Gilles-Goris, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Talemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 onthouding (Laurent Mutambayi).

22.04.2020/A/0022

Propreté publique - Adhésion à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga en vue de l'acquisition de véhicules à carburants alternatifs, de bornes de recharge et d'outils de gestion de ces bornes au profit des pouvoirs locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 18 juin 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis ;

Vu les articles 2.4.5. à 2.4.9. du COBRACE ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 mai 2014 relatif à l'exemplarité des pouvoirs publics en matière de transport et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 relatif aux plans de déplacements d'entreprises ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Qu'en vertu de l'article 47, §4, de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant qu'une telle centrale d'achat a été mise en place par l'intercommunale Sibelga en ce qui concerne l'acquisition de véhicules à carburants alternatifs, de bornes de recharge pour dito et d'outils de gestion de ces bornes ;

Vu l'intérêt pour l'administration communale de recourir à cette centrale d'achat qui permettra une rationalisation en termes de moyens, garantira l'achat de nouveaux véhicules respectant les normes d'émissions en vigueur et le suivi du marché de manière professionnelle et assurera aux pouvoirs locaux et régionaux bruxellois de bénéficier de prix identiques.

DECIDE :

Article 1 :

d'adhérer à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga en vue de l'acquisition de véhicules à carburants alternatifs, de bornes de recharge et d'outils de gestion de ces bornes au profit des pouvoirs locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Article 2 :

d'approuver le règlement régissant cette centrale d'achat.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 40 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberrri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 abstention (Ann Gilles-Goris).

Openbare netheid - Toetreding tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga met het oog op de aankoop van voertuigen op alternatieve brandstoffen, laadpalen en tools voor het beheer van deze palen, ten voordele van de lokale en gewestelijke overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 juni 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de speciale sectoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, meer bepaald artikel 24bis;

Gelet op artikel 2.4.5. tot 2.4.9. van het BWLKE;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 mei 2014 betreffende het voorbeeldgedrag van de overheden inzake vervoer en ter wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 betreffende de bedrijfsvervoerplannen;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Overwegende artikel 47, §2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een aankoopcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de verrichting van aanvullende aankoopactiviteiten kunnen omvatten;

Overwegende dat een dergelijke aankoopcentrale werd opgericht door de intercommunale Sibelga voor de aankoop van voertuigen op alternatieve brandstoffen, laadpalen en tools voor het beheer van deze palen;

Gelet op het belang voor de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek om een beroep te doen op die aankoopcentrale, die een rationalisering zal mogelijk maken op het vlak van middelen, de aankoop van nieuwe voertuigen in overeenstemming met de geldende emissienormen en het professionele toezicht op de markt zal garanderen en de lokale en gewestelijke Brusselse overheden identieke prijzen zal waarborgen.

BESLIST :

Artikel 1:

toe te treden tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga met het oog op de aankoop van voertuigen op alternatieve brandstoffen, laadpalen en tools voor het beheer van deze palen, ten voordele van de lokale en gewestelijke overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Artikel 2:

het reglement goed te keuren dat die aankoopcentrale regelt.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 40 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, Hind

Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 1 onthouding (Ann Gilles-Goris).

22.04.2020/A/0023

Relations Internationales - Octroi d'un subside à l'asbl MOVE - Groupe de parole de parents - Projet Paris.

LE CONSEIL,

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à soutenir les associations locales qui œuvrent en faveur des droits humains et de la solidarité internationale;

Vu le dossier introduit par l'asbl MOVE relatif à un soutien financier dans le cadre du groupe de parole de parents – projet Paris. Un groupe de 30 personnes (parents et enfants) iront à Paris afin de clôturer un projet qui a débuté avec la ville de Roubaix sur le décrochage scolaire depuis 2018;

Considérant qu'ils vont rencontrer sur place le sociologue Christian Bell, avec lequel le groupe de parents collaborent depuis 2018, dans le cadre de son doctorat sur le décrochage scolaire qu'il mène à l'université catholique de Paris. Il a émis l'hypothèse qu'il existe de nombreuses similitudes socio-démographiques entre la ville de Roubaix et la commune de Molenbeek ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 1500/332-02 (subside RI) du budget ordinaire de l'exercice 2019; Sur proposition du Collège échevinal;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 2.500,00 EUR à l'asbl MOVE (n°449.487.409), sise rue du Comte de Flandre 15 à 1080 Bruxelles, afin de l'aider à organiser sa journée à Paris dans le cadre du groupe de parole des parents sur le thème du décrochage scolaire en collaboration avec les parents de Roubaix et le sociologue Christian Bell ;

Article 2 :

D'engager la dépense estimée à 2.500 € et de l'imputer à l'article 1500/332-02 (subside RI) du budget 2020, dans les limites des douzièmes provisoires.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 38 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdallah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberrri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 3 abstentions (Ann Gilles-Goris, Michel Eylenbosch, Laurent Mutambayi).

Internationale betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan MOVE asbl - Spreekgroep van de ouders -

Project Parijs.

DE RAAD,

Gelet op de sectorale politieke beleidsnota die tot doel heeft lokale verenigingen te steunen die zich inzetten voor mensenrechten en internationale solidariteit;

Gelet op het dossier ingediend door de vzw MOVE betreffende een financiële ondersteuning in het kader van de spreekgroep van de ouders – project Paris. Een groep van 30 mensen (ouders en kinderen) gaat naar Parijs om een project af te sluiten dat is begonnen met de stad Roubaix van het stopzetten van school sinds 2018;

Overwegende dat ze ontmoeten ter plaatse de socioloog Christian Bell, met wie de groep ouders sinds 2018 samenwerkt, in het kader van zijn doctoraat over voortijdig schoolverlaten dat hij leidt naar de Katholieke Universiteit van Parijs. Hij veronderstelde dat er veel sociaal-demografische overeenkomsten zijn tussen de stad Roubaix en de gemeente Molenbeek;

Overwegende de beschikbare kredieten op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar, van de dienst Internationale Betrekkingen;

Op voorstel van het Schepencollege;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 2.500,00 EUR toe te kennen aan de vzw MOVE (n°449.487.409), Graaf van Vlaanderenstraat 15 - 1080 Sint-Jans-Molenbeek, teneinde deze te helpen bij de organisatie van haar daag in Paris in het kader van de spreekgroep van de ouders over het stopzetten van school in samenwerking met de ouders van Roubaix en de socioloog Christian Bell;

Artikel 2 :

De geraamde uitgave van 2.500 € aan te gaan op het begrotingsartikel 1500/332-02 (subsidie voor RI)- begroting 2020, binnen de perken van de voorlopige twaalfden

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 38 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberrri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandembempt, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 3 onthoudingen (Ann Gilles-Goris, Michel Eylenbosch, Laurent Mutambayi).

22.04.2020/A/0024

Affaires juridiques - Confirmation l'ordonnance de police de la Bourgmestre portant mise en oeuvre de l'article 1er de l'arrêté royal du 6 avril 2020 portant sur la lutte contre le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du Coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales.

Question posée par Monsieur De Block - Vraag gesteld door Mijnheer De Block

Evidemment, nous soutenons le respect des règles de confinement. Et que des sanctions doivent être prises contre des personnes récidivant dans le non-respect. Mais est-ce que la Bourgmestre n'est pas d'avis que le contrôle du respect du confinement, et les PV de constat ne sont pas plutôt une tâche de sa police? C'est une procédure claire; le PV est envoyé au parquet, qui évalue. Qu'en pensent les gardiens de la paix constatateurs, ont-ils été consultés?

Réponse - Antwoord

Monsieur De Block,

Comme vous le savez, la crise du Covid 19 a obligé les diverses autorités à prendre des mesures d'urgence pour tenter de limiter, autant que possible, la propagation du virus au sein de la population. Cela s'est traduit par des interdictions de rassemblements, des mesures de confinement obligatoire, de règles de distanciation sociale d'au moins 1,5 mètre, etc

Mais il s'agissait aussi d'adapter les mécanismes légaux existants et de permettre, toujours dans l'urgence, d'uniformiser les prescrits afin de favoriser l'application de ces mesures difficiles sur le terrain. Il fallait également répondre très rapidement à la polémique intervenue il y a quelques semaines et qui remettait en cause la légalité des sanctions administratives communales existantes dans le cadre de cette lutte contre le Covid 19.

Le gouvernement fédéral a alors adopté un arrêté royal de pouvoirs spéciaux portant sur la lutte contre le non-respect de ces mesures de protection de la population. Cet arrêté est entré en vigueur le 7 avril 2020 et permet la mise en place de sanctions administratives communales.

Le mécanisme des sanctions administratives communales qui y est approuvé permet donc aux communes d'intervenir directement lorsque les mesures pour lutter contre la propagation du coronavirus (prévues aux articles 1, 5 et 8 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel que modifié par les arrêtés ministériels du 24 mars, 3 avril et 17 mars 2020) ne sont pas respectées.

Nous avons dès lors le choix entre privilégier l'application de sanctions pénales classiques ou s'orienter vers l'application de sanctions administratives.

Pour instaurer de telles sanctions administratives, les communes devaient adopter un règlement ou une ordonnance spécifique. La modification de notre Règlement général de police nécessitait de nombreuses démarches dans les 5 communes qui composent la zone et aurait, sans aucun doute, pris trop de temps dans les circonstances actuelles. De plus, lors des débats en CORES, les divers Bourgmestres de notre Région ont opté pour la solution de la prise d'une ordonnance de police spécifique. C'est donc ce que nous avons fait au niveau de Molenbeek-Saint-Jean sachant également que dans une zone comme la nôtre, qui compte 5 communes, il s'agissait aussi que cette ordonnance soit identique pour permettre une application correcte sur le terrain.

Dans le cadre de cette Ordonnance spécifique, le montant des amendes continue d'être perçu par les communes. Cette amende est d'un montant de 250 euros. Elle peut être payée par le biais d'une proposition de transaction que seule la police peut exiger dans le cadre du constat de la première infraction par l'intermédiaire un procès-verbal judiciaire. Le contrevenant a un délai de 15 jours pour effectuer son versement de 250 euros à la commune.

Après ce délai le fonctionnaire sanctionnateur notifiera l'infraction au contrevenant par courrier. Une procédure de contestation de l'amende est aménagée, ainsi qu'un recours devant le tribunal de police.

Mais donc, je peux vous rassurer : les infractions concernées continuent d'être constatées exclusivement par les membres de la police. Elle ne sont pas du ressort des gardiens de la paix.

Pour faire une comparaison, la procédure est finalement fort similaire à celle utilisée dans le cadre des infractions aux arrêts/stationnements sachant toutefois que les agents constatateurs communaux n'ont pas la compétence judiciaire comme dans le cadre des infractions mixtes.

Il est important également de savoir que l'arrêté est de nature temporaire : cela signifie que ces sanctions administratives spécifiques ne peuvent être imposées que pour des faits qui se produisent pendant la période où les mesures gouvernementales sont en vigueur.

Dans le respect de la circulaire 06/2000 du 7 avril 2020 du Collège des procureurs généraux, le fonctionnaire sanctionnateur ne peut jamais poursuivre les cas de figures suivants qui sont uniquement de la compétence du Parquet :

Lorsque l'auteur de l'infraction est mineur ;

En cas de récidive d'infractions prévues aux articles 1, 5 et 8 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020.

Lorsque l'auteur a commis une infraction connexe à celles prévues aux articles 1, 5 et 8 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020. Autrement dit, plusieurs infractions comme, par exemple, lorsque quelqu'un consomme des stupéfiants tout en étant rassemblé avec d'autres ; le fait de cracher sur des personnes.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence, par 35 votes positifs et 6 abstentions, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour du conseil ;

Vu la Nouvelle loi communale et en particulier son article 135, §2, 5° qui dispose que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sécurité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics et notamment le soin de prévenir, par les précautions convenables, et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires, les accidents et fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties ;

Vu l'article 134 de la même loi qui, en cas d'urgence, confie cette compétence réglementaire de police au bourgmestre, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants ;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, les articles 181, 182 et 187 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant déclenchement de la phase fédérale concernant la coordination et la gestion de la crise Coronavirus - COVID 19 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgences pour limiter la propagation du Coronavirus – COVID 19 tel que modifié par l'arrêté ministériel du 3 avril 2020 ;

Vu l'arrêté royal n°1 du 6 avril 2020 portant sur la lutte contre le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du Coronavirus – COVID 19 par la mise en place de sanctions administratives communale et plus particulièrement son article 1^{er} ;

Considérant la qualification par l'Organisation Mondiale de la Santé du Coronavirus – COVID 19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que l'ensemble des autorités sont vigilantes et mettent tous les moyens en œuvre pour préserver la santé publique; qu'à cet égard la phase fédérale du plan d'urgence national a été déclenchée le 13 mars 2020 et que des mesures urgentes pour limiter la propagation du Coronavirus - COVID 19 ont été prises au niveau national ;

Considérant que, sur le terrain, il est constaté toutefois que les mesures précitées ne sont pas toujours respectées ; qu'il est pourtant essentiel que l'ensemble de la population respecte lesdites mesures pour permettre une sortie plus rapide de la crise sanitaire; qu'il est donc nécessaire de disposer de tous les moyens utiles afin de faire respecter par la population les mesures prévues à l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du Coronavirus – COVID19 ;

Considérant que le conseil communal a la faculté de décider de sanctionner par une amende administrative les infractions aux articles 1, 5 et 8 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 ; qu'il y a lieu de prévoir l'application d'une sanction administrative de 250 euros par infraction aux articles 1, 5 et 8 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 précitée ; que cette sanction ne sera pas appliquée au contrevenant âgé de moins de 18 ans ou qui est déclaré en état de minorité prolongée ou incapable ;

Vu l'ordonnance de police prise par Madame la Bourgmestre en date du 16 avril 2020;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 avril 2020;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver les termes de l'ordonnance de police ci-annexée.

Le Conseil approuve le point.

41 votants : 32 votes positifs (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberti, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Michel Eylembosch, Ann Gilles-Goris, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Talemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 9 abstentions (Rachid Mahdaoui, Ahmed El Khannouss, Hassan Ouassari, Dirk De Block, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Joke Vandenbempt).

Juridische zaken - Bevestiging politieverordening van de burgemeester tot uitvoering van artikel 1 van het Koninklijk Besluit van 6 april 2020 houdende de strijd tegen de niet-naleving van de maatregelen tegen de verspreiding van COVID-19 door het invoeren van Gemeentelijke Administratieve Sancties.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, door 35 positieve stemmen en 6 onthoudingen, daar dit punt niet op de agenda verscheen;

Gelet op Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikel 135 §2, 5° die bepaalt dat de gemeenten tot taak hebben om, ten behoeve van de inwoners, te voorzien in een goede politie, met name over de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen en dat het hun meer bepaald toekomt om de passende maatregelen te nemen om rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizoötiën te voorkomen en te doen ophouden door de nodige hulp te verstrekken;

Gelet op artikel 134 van diezelfde wet die, in geval van nood, die regelgevende bevoegdheid van de politie aan de burgemeester toevertrouwt, wanneer de minste vertraging gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de bewoners;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, artikels 181, 182 en 187;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende de afkondiging van de federale fase betreffende de coördinatie en het beheer van de coronacrisis - COVID 19;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus - COVID19 te beperken, zoals gewijzigd door het ministerieel besluit van 3 april 2020;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 1 van 6 april 2020 betreffende de bestrijding van de niet-naleving van de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken door de invoering van gemeentelijke administratieve sancties, en in het bijzonder artikel 1;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 op 11 maart 2020 door de Wereldgezondheidsorganisatie gekwalificeerd werd als een pandemie;

Overwegende dat alle autoriteiten waakzaam zijn en alles in het werk stellen om de volksgezondheid te vrijwaren; dat in dat kader de federale fase van het nationale noodplan werd afgekondigd op 13 maart 2020 en dat die de invoering van verplichte dwingende maatregelen op nationaal niveau met zich meebrengt;

Overwegende dat men op het terrein evenwel vaststelt dat de noodmaatregelen getroffen in het raam van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus - COVID 19 niet altijd gerespecteerd worden; dat het evenwel essentieel is dat de volledige bevolking die maatregelen respecteert om een sneller einde aan de gezondheids crisis mogelijk te maken; dat het dus noodzakelijk is te beschikken over alle middelen nodig om ervoor te zorgen dat de bevolking de maatregelen naleeft die voorzien zijn in het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende de noodmaatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Overwegende dat de gemeenteraad beschikt over de mogelijkheid om de inbreuken op artikelen 1, 5 en 8 van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 te sanctioneren aan de hand van een administratieve boete; Dat er moet worden voorzien in de toepassing van een administratieve sanctie van 250 EUR per overtreding voor de inbreuken op artikels 1, 5 en 8 van het eerder vermelde ministerieel besluit van 23 maart 2020; Dat deze sanctie

niet kan worden toegepast indien de overtreder minder dan 18 jaar oud is of in staat van verlengde minderjarigheid of onbekwaam verklaard werd;
Gelet op de politieverordening genomen door Mevrouw de Burgemeester op datum van 16 april 2020;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2020;

BESLIST :

Enig artikel :

De voorwaarden van de politieverordening, als bijlage toegevoegd, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

41 stemmers : 32 positieve stemmen (Catherine Moureaux, Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Michel Eylenbosch, Ann Gilles-Goris, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hicham Chakir, Carine Liekendael, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Théophile Emile Talemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu), 9 onthoudingen (Rachid Mahdaoui, Ahmed El Khannouss, Hassan Ouassari, Dirk De Block, Hind Addi, Mohamed El Bouazzati, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Joke Vandenbempt).

Levée de la séance à 20:00
Opheffing van de zitting om 20:00

Le Secrétaire Communal,
De Gemeentesecretaris,

La Présidente du Conseil,
De Voorzitster van de Raad,

Jacques De Winne

Catherine Moureaux